



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 15 MAI 1943

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 15TH, 1943

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
2713—1-53

Lettres patentes

"Dufftown Investments Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt avril 1943, constituant en corporation: Herbert William Jackson, gérant, William Patrick Creagh, stagiaire, Clifford George Meek, comptable, John Lawrence McCrory et Cecil Bruce Cooke, secrétaires, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, conduire et s'occuper, par tout moyen ou manière quelconque, des affaires et des activités d'une compagnie de contrôle et de placement, sous le nom de "Dufftown Investments Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le nombre de ses actionnaires ou membres, à l'exception des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et des personnes qui ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie étaient actionnaires de la compagnie pendant le temps d'un tel emploi et ont continué de l'être après la cessation de l'emploi, n'excèdera pas vingt;

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
2713—1-53

Letters Patent

"Dufftown Investments Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1943, incorporating: Herbert William Jackson, manager, William Patrick Creagh, law clerk, Clifford George Meek, accountant, John Lawrence McCrory and Cecil Bruce Cooke, secretaries, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, conduct and engage in, in any way or manner whatsoever, the business and activities of a holding and investment company, under the name of "Dufftown Investments Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the Company and of persons who having been formerly in the employment of the Company were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be shareholders of the Company, shall not exceed twenty;

Tout appel au public pour souscrire aux actions ou débetures de la compagnie est prohibé.

La principale place d'affaires de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3694 P. FRENETTE.

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company is prohibited.

The chief place of business of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3694-o Acting Deputy Attorney General.

"Dwane Mfg. Company Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seize avril 1943, constituant en corporation: Michael Garber, avocat, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, fille majeure, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, faire le commerce et négoce de lingerie, bretelles, jarretelles, nouveautés, marchandises sèches, jouets, accessoires électriques, petits objets, brimborions et articles semblables, parapluies, cannes, ornements, accessoires de toilette, parfums, savon, caoutchouc, tweeds, tissus, cotons, drap et dentelles et marchandises imperméables, chapeaux, carcasses de chapeaux, casquettes, fourrures, garnitures de chapeaux, et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission, relativement à ceux;

Acheter, acquérir et obtenir à titre d'exploitation, le commerce et l'entreprise jusqu'ici conduits dans la cité de Montréal, à 3575 Boulevard St-Laurent et ailleurs, par "Dwane Mfg. Company", avec tout ou aucune partie de l'actif et du passif d'icelle, et de les payer en actions entièrement acquittées ou au comptant, sous le nom de "Dwane Mfg. Company Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le seize avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3695 P. FRENETTE.

"Edwin's Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept avril 1943, constituant en corporation: Albert Brodtkin, manufacturier, Nathan Brodtkin, gérant, tous deux de la cité de Westmount, Moses Brodtkin, manufacturier, de la cité de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de vêtements tout faits, et manufacturer, importer, exporter, acheter, et, en général, faire le commerce et négoce, comme mandants et comme agents, en gros et en détail, de toutes sortes de vêtements pour hommes, femmes et enfants, habillements et accessoires, y compris les bas, les gants et les chapeaux, sous le nom de "Edwin's Inc.", avec

"Dwane Mfg. Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of April, 1943, incorporating: Michael Garber, advocate, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, spinster, stenographer, both of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, import, export, trade in and deal with wearing apparel, braces, suspenders, novelties, dry goods, toys, electrical goods, small wares, notions and similar articles, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap, india rubber, tweeds, fabrics, cottons, cloth and laces and waterproof goods, hats, hat frames, caps, furs, millinery, and to act as manufacturers' agents or commission agents, in connection therewith;

To purchase, acquire and take over as a going concern the business and undertaking heretofore carried on in the City of Montreal at 3575 St. Lawrence Boulevard and elsewhere of Dwane Mfg. Company with all or any of the assets and liabilities thereof and to pay for same in fully paid shares or in cash, under the name of "Dwane Mfg. Company Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3695-o Acting Deputy Attorney General.

"Edwin's Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of April, 1943, incorporating: Albert Brodtkin, manufacturer, Nathan Brodtkin, manager, both of the City of Westmount, Moses Brodtkin, manufacturer, of the City of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in all kinds of ready-to-wear garments, and to manufacture, import, export, buy, and sell and deal generally, both as principals and as agents, and at wholesale and at retail, in all kinds of men's, women's and children's clothing, garments and accessories, including hosiery, gloves and hats, under the name of "Edwin's Inc.", with a total capital stock of twenty

un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3696 P. FRENETTE.

"J. Morency Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour d'avril 1943, constituant en corporation: Jean Morency, tabacconiste, Charles-Auguste Drouin, marchand et Philémon Garneau, comptable, tous de la cité et du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en gros l'industrie, le négoce et le commerce de manufacturiers, fabricants, travailleurs, entreposeurs, acheteurs, vendeurs, exportateurs, importateurs, agents, courtiers, distributeurs, représentants, négociants:

a) De tabac en feuilles, en boîtes, en jarres, en paquets, en sacs, à la livre et généralement de tout tabac à fumer, à priser, à chiquer et à cigarettes;

b) De cigares en jarres, en boîtes, en paquets;

c) De cigarettes en boîtes et en paquets, de tubes et d'appareils de toutes dimensions et descriptions, servant à la fabrication individuelle de cigarettes;

d) De pipes, boîtiers à cigarettes, de fume-cigarettes, de briquets, de cendriers, d'allumettes, et généralement de tous articles de fumeurs, de toutes catégories, descriptions et espèces;

Exercer en gros l'industrie, le négoce et le commerce de manufacturiers, fabricants, travailleurs, entreposeurs, acheteurs, vendeurs, exportateurs, importateurs, agents, courtiers, distributeurs, représentants, négociants:

a) De bonbons, chocolats, gomme, liqueurs douces, crèmes glacées, biscuits;

b) De revues, magazines, journaux, quotidiens, hebdomadaires et mensuels, de cartes postales, souvenirs et généralement de tous objets et articles qui peuvent être achetés dans un débit de tabac;

Acheter, construire ou louer des débits de tabac, des "comptoirs lunch", et généralement en exploiter, sous le nom de "J. Morency Limitée", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents dollars (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour d'avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3697-o P. FRENETTE.

"Jos. Villeneuve & Cie Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément aux dispositions de l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du seizième jour d'avril 1943, constituant en corporation: Napoléon Côté,

thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company will be in the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3696-o Acting Deputy Attorney General.

"J. Morency Limitée"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1943, incorporating: Jean Morency, tobacconist, Charles Auguste Drouin, merchant, and Philémon Garneau, accountant, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale industry, trade and business of manufacturers, makers, workers, warehousemen, buyers, sellers, exporters, importers, agents, brokers, distributors, representatives of and dealers in:

a) Leaf tobacco, tobacco in boxes, jars, packages, bags, by the pound and generally all tobacco for smoking, chewing, cigarettes and snuff;

b) Cigars in jars, boxes and packages;

c) Cigarettes in boxes and in packages, tubes and apparatus of all sizes and descriptions, used in the individual making of cigarettes;

d) Pipes, cigarette cases, cigarette holders, lighters, ash-trays, matches and in general all smokers' accessories of all classes, descriptions and kinds;

To carry on the wholesale industry, trade and business of manufacturers, makers, workers, warehousemen, buyers, sellers, exporters, importers, agents, brokers, distributors, representatives of and dealers in:

a) Candies, chocolates, gum, soft drinks, ice-cream, biscuits;

b) Reviews, magazines, journals, daily, weekly and monthly papers, post cards, souvenirs and in general all objects and articles which may be bought in a tobacconist's shop;

To buy, construct or lease tobacconists' shops, lunch counters, and in general carry on such business under the name of "J. Morency Limitée", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900), divided into one hundred and ninety-nine (199) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3697 Acting Deputy Attorney General.

"Jos. Villeneuve & Cie Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of April, 1943, incorporating: Napoléon Côté, Joseph-Émile Thomas, both merchants, and Ber-

Joseph-Émile Thomas, tous deux marchands, et Bernard Devlin, avocat et conseiller en loi du Roi, tous de la cité de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et continuer d'exercer le commerce et les affaires de Jos. Villeneuve Limitée à St-Romuald;

Acheter, vendre et faire le commerce de bois de toutes sortes et de tous genres;

Exercer le commerce de manufacturier de tous articles en bois ou autres articles dans la confection duquel le bois est employé, sous le nom de "Jos. Villeneuve & Cie Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Romuald, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour d'avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3698-o P. FRENETTE.

"La Fédération des Amicales Canadiennes des Frères du Sacré-Cœur"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingtième jour d'avril 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Dr J.-Alcide Martel, médecin, Ignace-J. Deslauriers, avocat, Napoléon Pottle, instituteur, Georges Leblanc, dessinateur technicien et Lionel Hébert, employé civique, tous cinq de la cité de Montréal, Paul-Émile Côté, avocat, membre de la Chambre des Communes, Lucien-D. Viau, comptable, Émile St-Pierre, employé civil, et Arthur Senécal, gérant, tous quatre de la cité de Verdun, Roméo McDuff, inspecteur, et Bernard Giroux, opérateur, ces deux derniers de Pointe-aux-Trembles, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Grouper toutes personnes ayant étudié dans un collège ou dans une école possédés ou dirigés par les Frères du Sacré-Cœur, sous le nom de "La Fédération des Amicales Canadiennes des Frères du Sacré-Cœur".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour d'avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3699-o P. FRENETTE.

**"Les Ateliers Rouillard Ltée"
"Rouillard Woodcraft Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour d'avril 1943, constituant en corporation: Charles-Édouard Campeau, ingénieur civil, Raymond Rouillard, ébéniste diplômé, et Jean-Marie Bériault, avocat, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, ou acquérir autrement et vendre ou autrement faire le trafic et le commerce de bois, ébénisterie, ameublement en géné-

nard Devlin, advocate and King's Counsel, all of the City of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase and continue as a going concern the business and affairs of Jos. Villeneuve Limitée, at St. Romuald;

To purchase, sell and deal in wood of every kind and every sort;

To carry on business as manufacturers of all wooden articles or of other articles in the making whereof wood may be used, under the name of "Jos. Villeneuve & Cie Limitée", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.), divided into shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Saint-Romuald, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3698 Acting Deputy Attorney General.

"La Fédération des Amicales Canadiennes des Frères du Sacré-Cœur"

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of April, 1943, to incorporate as a corporation without share-capital: Dr. J. Alcide Martel, physician, Ignace-J. Deslauriers, advocate, Napoléon Pottle, teacher, Georges Leblanc, designer-technician and Lionel Hébert, civic employee, all five of the city of Montreal, Paul-Émile Côté, advocate, member of the House of Commons, Lucien-D. Viau, accountant, Émile St-Pierre, civil employee, and Arthur Senécal, manager, all four of the city of Verdun, Roméo McDuff, inspector, and Bernard Giroux, operator, these two latter of Pointe-aux-Trembles, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To group all persons having studied in a college or in a school owned or directed by the "Frères du Sacré-Cœur", under the name of "La Fédération des Amicales Canadiennes des Frères du Sacré-Cœur".

The amount to which the immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3699 Acting Deputy Attorney General.

**"Les Ateliers Rouillard Ltée"
"Rouillard Woodcraft Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1942, incorporating: Charles-Édouard Campeau, civil engineer, Raymond Rouillard, certified cabinet-maker, and Jean-Marie Bériault, advocate, all three of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase or otherwise acquire and sell or otherwise deal and trade in wood, cabinet-making, furniture in general, toys, cabi-

ral, jouets, cabinets, bibliothèques, boîtes assorties, portes et chassis, morceaux techniques ou spéciaux en bois, poutres, instruments de dessin, le plaqué, bateaux de bois, squelettes de wagons, panneaux décoratifs, marquetterie, sculpture sur bois et tout travail sur bois; faire les affaires de manufacturiers, acheteurs et vendeurs d'objets de bois de toutes sortes et acquérir, acheter, détenir, vendre ou en disposer autrement, les manufacturer, les fournir et produire, les importer et exporter, sous le nom de "Les Ateliers Rouillard Ltée"—"Rouillard Woodcraft Ltd.", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour d'avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3700—o P. FRENETTE.

nets, bookcases, assorted boxes, doors and sashes, technical or special wooden pieces, beams, drawing instruments, plating, wooden ships, carriage frames, decorative panels, inlaying, sculpture and any woodcraft; to carry on business as manufacturers, buyers and sellers of wooden articles of every kind and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise deal therewith, manufacture, supply and produce, import and export the same, under the name of "Les Ateliers Rouillard Ltée"—"Rouillard Woodcraft Ltd.", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.) each.

The head office of the company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

"Les Éditions amicales, inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quinzième jour d'avril 1943, constituant en corporation: Hector Lalonde, avocat, Docteur J.-Urgel Gariépy, chirurgien, M.-A.-Joseph Gauthier, courtier d'assurances, Émile Rochon, comptable-administrateur, tous quatre des cité et district de Montréal, et Henri Robitaille, courtier en placements, de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de l'imprimerie, la librairie, la papeterie, la reliure, la gravure, la stéréotypie, la lithographie, la photographie, la rotogravure, dans toutes leurs branches;

Acquérir, éditer, imprimer, publier, vendre, diriger, distribuer et faire circuler ou autrement disposer de tout journal ou journaux, livres, brochures, périodiques, tracts, bulletins, brochures, plaquettes, revues ou autres publications et généralement faire les opérations de propriétaire de journal et d'éditeur en général;

Exercer la profession de publiciste, sous le nom de "Les Éditions amicales, inc.", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents dollars (\$19,900.00), divisé en mille huit cent quatre-vingt-dix (1890) actions privilégiées de dix dollars (\$10.00) chacune, et mille (1000) actions ordinaires d'un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour d'avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3701—o P. FRENETTE.

"Monette Sand & Gravel Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour d'avril 1943, constituant en corporation: Édouard Monette, entrepreneur, Henri Rodrigue, notaire, et Madeleine Fortin, fille majeure usant de ses droits, sténographe, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

"Les Éditions amicales, inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifteenth day of April, 1943, incorporating: Hector Lalonde, advocate, Doctor J.-Urgel Gariépy, surgeon, M.-A.-Joseph Gauthier, insurance broker, Émile Rochon, accountant, manager, all four of the City and District of Montreal, and Henri Robitaille, investment broker, of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and trades of printing, stationery, paper, binding, engraving, stereotyping, lithography, photography, rotoengraving, in the branches thereof;

To acquire, edit, print, publish, sell, direct, distribute and circulate or otherwise dispose of any newspaper or newspapers, books, pamphlets, periodicals, tracts, bulletins, booklets, reviews or other publications and carry on business generally as newspaper owner and editor;

To carry on business as publicist, under the name of "Les Éditions amicales, inc.", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.), divided into eighteen hundred and ninety (1890) preferred shares of ten dollars (\$10.) each, and one thousand (1000) common shares of one dollar (\$1.) each.

The head office of the company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

"Monette Sand & Gravel Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1943, incorporating: Édouard Monette, contractor, Henri Rodrigue, notary, and Madeleine Fortin, spinster, in use of her rights, stenographer, all three of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Agir, comme principal ou agent, comme entrepreneur ou contracteur général, ou sous-entrepreneur ou sous-contracteur;

Agir comme manufacturiers et marchands de ciment, chaux, béton, bois, charbon, matériaux de construction;

Exercer l'industrie de renflouage et remorquage dans ses spécialités;

Agir comme camionneurs, voituriers, agents de charroyage et d'expédition par terre et par eau, entreposeurs de produits, matériaux et marchandises pour d'autres personnes ou compagnies ou corporations;

Agir comme commerçants d'automobiles, tracteurs, camions, autobus, remorqueurs et accessoires, pièces, et comme garagistes et réparateurs;

Faire le commerce de propriétés immobilières, effets mobiliers, excepté les commerces prohibés par la loi;

Exercer les opérations d'agents d'immeubles, sous le nom de "Monette Sand & Gravel Co.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour d'avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3702-o P. FRENETTE.

To act as principal or agent, as general contractor or builder or sub-contractor or sub-builder;

To act as manufacturers of and dealers in cement, lime, concrete, wood, coal, building requisites;

To carry on the business of wrecking and salvage in all the branches thereof;

To act as truckmen, carriers, cartage and shipping agents, by land and water, stowers of products, materials and merchandise for other persons, companies or corporations;

To act as dealers in automobiles, tractors, trucks, autobuses, wrecking-trucks and accessories, parts, and act as garage-keepers and repairers;

To deal in immovable property, movable effects, excepting any business prohibited by law;

To carry on business as real estate agents, under the name of "Monette Sand and Gravel Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

"Montclair, Richelieu Spring Water Co. Ltd"
"La Cie Montclair, Eau de Source Richelieu Ltée"

"Montclair, Richelieu Spring Water Co. Ltd"
"La Cie Montclair, Eau de Source Richelieu Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour d'avril 1943, constituant en corporation: J.-Geo. Gravelle, industriel, Léo Dandurand, financier, tous deux de Montréal, et Maurice-H. Fortier, avocat, de la cité d'Outremont, tous trois du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1943, incorporating: J. Geo. Gravelle, industrialist, Léo Dandurand, financier, both of Montreal, and Maurice H. Fortier, advocate, of the city of Outremont, all three of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce d'importateurs, embouteilleurs, distributeurs et marchands généraux d'eau gazeuse et minérale, eau de vichy ou de type vichy et autres breuvages, aussi en rapport avec ces opérations, les affaires de courtiers en douane, entreposeurs, expéditeurs, voituriers, charretiers et autres commerces semblables et manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce de tous articles, marchandises, produits ou effets se rapportant directement ou indirectement à l'une quelconque des dites opérations, y compris les bouteilles, bouchons et tous autres articles semblables s'y rapportant, sous le nom de "Montclair, Richelieu Spring Water Co. Ltd"—"La Cie Montclair, Eau de Source Richelieu Ltée", avec un capital total de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00), divisé en 250 actions communes d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

To carry on the business of importers, bottlers, distributors of and general dealers in aerated and mineral water, Vichy water or of the Vichy type and other beverages, and in connection with the said business, the business of custom brokers, warehousemen, forwarders, carters, truckmen and other similar businesses and to manufacture, buy, sell and deal generally in any articles, merchandise, products or wares directly or indirectly connected with any of the said businesses, including bottles, corks and all other similar articles incidental thereto, under the name of "Montclair, Richelieu Spring Water Co. Ltd"—"La Cie Montclair, Eau de Source Richelieu Ltée", with a total capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000), divided into 250 common shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Chambly Bassin, dans le district de Montréal, province de Québec.

The head office of the company will be at Chambly Basin, district of Montreal, Province of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour d'avril 1943.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3703-o P. FRENETTE.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

**"Les Produits Marins Gaspésiens Limitée"
"The Gaspesian Marine Products Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingtième jour d'avril 1943, à la compagnie "Les Produits Marins Gaspésiens Limitée"—"The Gaspesian Marine Products Limited", ratifiant son Règlement N° 17, augmentant son capital de \$90,000.00 à \$149,000.00 par la création de 5900 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour d'avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3704-o P. FRENETTE.

**"Les Produits Marins Gaspésiens Limitée"
"The Gaspesian Marine Products Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1943, to the company "Les Produits Marins Gaspésiens Limitée"—"The Gaspesian Marine Products Limited", ratifying its By-law No. 17 increasing stock from \$90,000. to \$149,000. by the creation of 5900 additional common shares of a par value of \$10. each.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3704 Acting Deputy Attorney General.

Ventes par licitation

Sales by Licitiation

Province de Québec, district de Montréal,
Cour Supérieure, Nos 83942, 82942, 80937, 81937.

Dame Rachel Rubenstein, des cité et district de Montréal, veuve de feu John Ker, en son vivant du comté de Brant dans la province d'Ontario, fabricant de machinerie, en sa qualité d'une des héritiers de feu Sara Rubenstein, en son vivant des cité et district de Montréal, et de feu Lazarus Rubenstein, Abraham Rubenstein, et Israel Rubenstein, tous en leur vivant des cité et district de Montréal, demanderesse es qual.; vs Mortimer Rubenstein, des cité et district de Montréal, avocat, en sa qualité d'héritier de feu Moses Rubenstein, en son vivant des cité et district de Montréal; et Dame Leah Rubenstein, fille majeure, de la cité de St-Louis, dans l'État du Missouri, un des États-Unis d'Amérique, et Dame Rae Rubenstein, épouse d'Albert G. Rosenbaum, procureur, de la cité de Chicago, dans l'État d'Illinois, un des États-Unis d'Amérique, et Jacob Rubenstein, autrefois de St-Louis dans l'État du Missouri, un des États-Unis d'Amérique, et présentement de lieux inconnus, et Louis Rubenstein, de la cité de St-Louis, dans l'État du Missouri, un des États-Unis d'Amérique, et Dame Florence Rubenstein, épouse divorcée de Charles Donan, et présentement épouse de L. W. Budd, de la cité de Chicago, dans l'État d'Illinois, un des États-Unis d'Amérique, et Dame Sara Rubenstein, épouse de Jacob Cohen, voyageur, de la cité de Chicago, dans l'État d'Illinois, un des États-Unis d'Amérique, les six derniers en leur qualité d'héritiers de feu Barnet Rubenstein, en son vivant de la cité de Chicago, dans l'État d'Illinois, un des États-Unis d'Amérique, bijoutier, et Henry Cohen, rentier, de la cité de Fort Wayne, dans l'État d'Indiana, un des États-Unis d'Amérique, et Major Lee Cohen, major dans l'armée des États-Unis d'Amérique, au Fort Hancock, dans l'État du New-Jersey, un des États-Unis d'Amérique, et le Rev. Dr. Simon R. Cohen, rabbin, de la cité de Brooklyn, dans l'État de New-York, un des États-Unis d'Amérique, et Dame Miriam Cohen (veuve de feu Louis Pinkous, en son vivant de la cité de Skeegan, dans l'État du Michigan, un des États-Unis d'Amérique), de la cité de Wheaton, dans l'État d'Illinois, un des États-Unis d'Amérique, et

Province of Quebec, District of Montreal, in the Superior Court, Nos. 83942, 82942, 80937, 81937.

Dame Rachel Rubenstein, of the City and District of Montreal, widow of the late John Ker, in his lifetime of Brant County in the Province of Ontario, Machinery Manufacturer, in her quality of one of the heirs of the late Sara Rubenstein, in her lifetime of the City and District of Montreal, and of the late Lazarus Rubenstein, Abraham Rubenstein and Israel Rubenstein, all in their lifetime of the city and District of Montreal, Plaintiff es qual.; vs Mortimer Rubenstein, of the City and District of Montreal, advocate, in his quality of heir of the late Moses Rubenstein, in his lifetime of the City and District of Montreal; and Dame Leah Rubenstein, Spinster, of the city of St-Louis, in the State of Missouri, one of the United States of America, and Dame Rae Rubenstein, wife of Albert G. Rosenbaum, attorney, of the City of Chicago, in the State of Illinois, one of the United States of America, and Jacob Rubenstein, formerly of St. Louis in the State of Missouri, one of the United States of America, and now of parts unknown, and Louis Rubenstein, of the City of St. Louis in the State of Missouri, one of the United States of America, and Dame Florence Rubenstein, divorced wife of Charles Donan, and now wife of L. W. Budd, of the City of Chicago, in the State of Illinois, one of the United States of America, and Dame Sara Rubenstein, wife of Jacob Cohen, traveller, of the City of Chicago, in the State of Illinois, one of the United States of America, the last six in their quality of heirs of the late Barnet Rubenstein, in his lifetime of the City of Chicago, in the State of Illinois, one of the United States of America, Silversmith, and Henry Cohen, gentleman, of the City of Fort Wayne in the State of Indiana, one of the United States of America, and Major Lee Cohen, Major in the Army of the United States of America, situate at Fort Hancock in the State of New Jersey, one of the United States of America, and the Rev. Dr. Simon R. Cohen, Rabbi, of the City of Brooklyn, in the State of New York, one of the United States of America, and Dame Miriam Cohen (widow of the late Louis Pinkous, in his lifetime of the City

Dame Lea Cohen, épouse divorcée de Vaun Malay, de la cité de Fort Wayne, dans l'État d'Indiana, un des États-Unis d'Amérique, les cinq derniers en leur qualité d'héritiers de Dame Florence Rubenstein, en son vivant épouse de Solomon Cohen, de la cité de Fort Wayne, dans l'État d'Indiana, un des États-Unis d'Amérique, défendeurs; et The Crown Trust Company, un corps politique et incorporé, ayant son siège social et principale place d'affaires pour la province de Québec en les cité et district de Montréal, demanderesse en reprise d'Instance.

of Skeegan in the State of Michigan, one of the United States of America), of the City of Wheaton, in the State of Illinois, one of the United States of America, and Dame Lea Cohen, divorced wife of Vaun Malay, of the City of Fort Wayne, in the State of Indiana one of the United States of America, the last five in their quality of heirs of Dame Florence Rubenstein in her lifetime wife of Solomon Cohen, of the City of Fort Wayne in the State of Indiana, one of the United States of America, defendants; and The Crown Trust Company, a body politic and corporate, having its head office and chief place of business for the Province of Quebec in the City and District of Montreal, Plaintiff en reprise d'Instance.

AVIS DE VENTE PAR LICITATION

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 29ième jour d'avril 1943 dans les présentes causes, ordonnant la licitation de ces certains immeubles désignés comme suit, à savoir:

Ce certain lot présentement connu comme étant le numéro huit cent quatorze aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Laurent de ladite cité de Montréal, avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 910 rue Clarke.

Ces certains lots présentement connus comme étant les numéros huit cent quinze et huit cent seize, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Laurent de la cité de Montréal, avec la bâtisse de trois étages en pierre et en brique ayant front sur la rue Craig-ouest et autres constructions dessus érigées portant les numéros civiques 61 à 73 de ladite rue Craig-ouest.

Le lot numéro huit cent trois, aux plan et livre de renvoi officiels dudit quartier St-Laurent, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 75 à 81 rue Craig-ouest.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur VENDREDI, le ONZIÈME jour de JUIN 1943, à DIX heures ET DEMIE du matin, chambre N° 31, Palais de Justice, en la cité de Montréal, ou à toute autre chambre désignée par le juge, sujets aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, le tout sous peine de forclusion.

Un dépôt de \$5,000 devra être fait par l'adjudicataire au moment de la vente. La balance devra être payée dans les cinq jours.

Montréal, le 3 mai 1943.

Le procureur de la demanderesse

en reprise d'Instance,

3662-19-2

J. J. SPECTOR.

NOTICE OF SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the District of Montreal, rendered the 29th day of April, 1943, in the present causes, ordering the licitation of those certain immovables designated as follows, namely:

That certain lot now known as number eight hundred and fourteen, on the official plan and book of reference of the St. Lawrence Ward of the said City of Montreal, with the building thereon erected bearing civic No. 910 Clarke Street.

Those certain lots now known as number eight hundred and fifteen and eight hundred and sixteen, on the official plan and book of reference of the St-Lawrence Ward of the City of Montreal, with the three storey stone and brick building fronting on Craig Street West, and other erections thereon bearing the Civic Nos. 61 to 73 of said Craig Street West.

Lot number eight hundred and three, on the official plan and book of reference of said St. Lawrence Ward, with the buildings bearing civic Nos. 75 to 81 Craig Street West, thereon erected.

The above designated immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on FRIDAY the ELEVENTH day of JUNE 1943, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, in Room No. 31 of the Court House, in the City of Montreal, or in any other room designated by the judge, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, the whole under pain of being foreclosed.

A deposit of \$5,000.00 must be made by the adjudicataire at the time of the sale. The balance to be paid within five days.

Montreal, May 3rd, 1943.

J. J. SPECTOR,

Attorney for Plaintiff en reprise

d'Instance.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, No. 1287, sitting at Sweetsburg, in the district of Bedford, the 13th January 1943, in a case wherein Henry M. Larose, from the town of Enosburg Falls, in the state of Vermont, of the United States of America, is plaintiff; vs the heirs of the late Armand E. Larose, during his lifetime physician from Derby

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, N° 1287, siégeant à Sweetsburg, dans le district de Bedford, le 13 janvier 1943, dans une cause dans laquelle Henry M. Larose, de la ville de Enosburg Falls, dans l'état du Vermont, des États-Unis d'Amérique, est demandeur; vs les héritiers de feu Armand E. Larose, de son vivant médecin domicilié à

Derby Line, dans l'état du Vermont, des États-Unis d'Amérique, défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir: "Un morceau de terre d'un quart d'acre en superficie, plus ou moins, étant la partie nord du lot numéro soixante-onze (p. 71) au cadastre officiel dudit village de Frelighsburg, comté de Missisquoi, et borné comme suit:—A l'ouest par le chemin public; à l'est et au nord par les contours dudit lot N° 71; et au sud par le résidu dudit lot N° 71 appartenant à Abraham E. Qackeboss ou représentants; avec les bâtisses situées sur ledit morceau de terre." L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le DIX-NEUF JUIN 1943, au bureau du protonotaire, à DIX heures de l'avant-midi, au Palais de Justice de Sweetsburg, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Sweetsburg, 7 mai 1943.

Le procureur du demandeur,

3720-20-2-o

MAURICE FORTIN.

Line, in the state of Vermont, of the United States of America, defendants, ordering the licitation of certain immovable designated as follows, to wit: "A piece of land of one quarter of an acre in superficies, more or less, being the north part of lot number seventy-one (p. 71) on the official cadastre of the said village of Frelighsburg, county of Missisquoi, and bounded as follows:—West by the highway; East and North by the outlines of said lot No. 71; and South by the residue of said lot No. 71 belonging to Abraham E. Qackeboss or representatives; with the buildings on the said piece of land." The above described immovable shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder the NINETEENTH of JUNE 1943, at the office of the Prothonotary, at TEN o'clock in the forenoon, at the Court House of Sweetsburg, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed, within six days after the adjudication, and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

Sweetsburg, May 7th 1943.

MAURICE FORTIN,

3720-20-2-o

Attorney for plaintiff.

Vente pour taxes municipales

Province de Québec

COMTÉ DES ÎLES DE LA MADELEINE

Avis public est par le présent donné par le sousigné, F.-A. Painchaud, secrétaire-trésorier du comté des Îles de la Madeleine, que les immeubles ci-dessous mentionnés, seront vendus à l'enchère publique, au Palais de Justice à Havre-Aubert, MERCREDI le SEPTIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent quarante-trois, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires dues sur ces immeubles, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir:

DANS LA MUNICIPALITÉ DE HAVRE-AUBERT

Comme appartenant à Emile-V. Bourgeois, un lot de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de l'Île Amherst, une des Îles de la Madeleine, sous le numéro 384, contenant deux acres et un quart en superficie.

Taxes municipales.....	\$ 2.83
" scolaires.....	7.18
	<u>\$10.01</u>

Comme appartenant à Wardy Sullivan, deux lots de terre connus au même plan comme étant partie du lot 188-A, contenant deux acres et trente-cinq perches et partie de la subdivision 48 du lot 143-F, contenant dix-neuf acres et un quart.

Taxes municipales.....	\$ 8.14
" scolaires.....	6.55
	<u>\$14.69</u>

Sale for Municipal Taxes

Province of Quebec

COUNTY OF MAGDALEN ISLANDS

Public notice is hereby given by the undersigned F. A. Painchaud, Secretary-Treasurer of the County of Magdalen Islands, that the immovables hereafter mentioned, will be sold by public auction, at the Court House at Havre-Aubert, WEDNESDAY, the SEVENTH day of JULY, nineteen hundred and forty-three, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes due upon these immovables, unless the same be paid with cost before the sale, to wit:

IN THE MUNICIPALITY OF HAVRE-AUBERT

As belonging to Emile V. Bourgeois, one lot of land known and described on the official plan and book of reference of Amherst Island, one of the Magdalen Islands, under the number 384, containing two and a quarter acres in area.

Municipal taxes.....	\$ 2.83
School taxes.....	7.18
	<u>\$10.01</u>

As belonging to Wardy Sullivan, two lots of land known on the same plan as being part of lot 188-A, containing two acres and thirty-five perches and part of the subdivision 48 of the lot 143-F, containing nineteen and a quarter acres.

Municipal taxes.....	\$ 8.14
School taxes.....	6.55
	<u>\$14.69</u>

Comme appartenant à Aristide Deveau, et étant maintenant connu sous le nom de Trust Général du Canada, deux lots de terre connus au même plan sous la subdivision officielle 18 du lot 451, contenant quatre acres et demie et la subdivision officielle 19 du même lot 451, contenant trois acres.

Taxes municipales.....	\$12.70
" scolaires.....	16.92
	<hr/>
	\$29.62

Comme appartenant à Adolphus Montigny, ou semblant lui appartenir, mais étant enregistré sous le nom de Dame Clarisse Bourgeois *et al.*, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 258 du lot 447, contenant douze acres en superficie.

Taxes municipales.....	\$ 5.15
" scolaires.....	5.83
	<hr/>
	\$10.98

Comme appartenant à Fred LeBel, quatre lots de terre connus au même plan comme étant partie du lot N° 326, contenant un acre, partie du lot N° 320-B, contenant 1-1-20, partie de subdivision 70 du lot 322, contenant 1-2-30 et partie de subdivision 59 du lot 321, contenant 5-0-20 en superficie.

Taxes municipales.....	\$24.55
" scolaires.....	11.17
	<hr/>
	\$35.72

Comme appartenant à succession Charles Gaudet et étant actuellement occupé par Honoré Cormier *et al.*, trois lots de terre connus au même plan sous le N° 31, contenant quatre acres, la subdivision 21 du lot N° 8, contenant 18 x 18 pds, et le N° 189-B, contenant trois acres.

Taxes municipales.....	\$ 0.75
" scolaires.....
	<hr/>
	\$ 0.75

Comme appartenant à Herbert McLean, un lot de terre connu au même plan sous le N° 188-A, étant partie du dit lot et contenant 2-0-35 en superficie.

Taxes municipales.....	\$ 5.26
" scolaires.....	2.75
	<hr/>
	\$ 8.01

Comme appartenant à Joseph-V. Renaud, un lot de terre connu au même plan sous le numéro 192, contenant un acre en superficie.

Taxes municipales.....	\$ 1.05
" scolaires.....	2.20
	<hr/>
	\$ 3.25

Comme appartenant à succession Carice Chiasson ou semblant lui appartenir, un lot de terre connu au même plan sous le numéro 84, contenant huit acres et trente perches en superficie avec bâtisse dessus construite.

Taxes municipales.....	\$ 3.03
" scolaires.....	2.75
	<hr/>
	\$ 5.78

DANS LA MUNICIPALITÉ DE
HAVRE-AUX-MAISONS

Comme appartenant à Valentin Arseneau et étant occupé par Avide Arseneau, un lot de terre connu au plan et livre de renvoi officiels de l'Île Alright, sous la subdivision 22 du lot 166, conte-

As belonging to Aristide Deveau, and being now known under the name of Trust Général du Canada, two lots of land known on the same plan under the subdivision (official) 18 of lot 451, containing four and one half acres and the official subdivision 19 of the same lot 451, containing three acres.

Municipal taxes.....	\$12.70
School taxes.....	16.92
	<hr/>
	\$29.62

As belonging to Adolphus Montigny or supposed to belong to him, but being registered under the name of Dame Clarisse Bourgeois *et al.*, one lot of land known on the same plan under the subdivision 258 of the lot 447 containing twelve acres in area.

Municipal taxes.....	\$ 5.15
School taxes.....	5.83
	<hr/>
	\$10.98

As belonging to Fred LeBel, four lots of land known on the same plan as being part of the lot No. 326, containing one acre, part of lot No. 320-B containing 1-1-20, part of the subdivision 70 of the lot 322, containing 1-2-30 and part of the subdivision 59 of the lot 321, containing 5-0-20 in area.

Municipal taxes.....	\$24.55
School taxes.....	11.17
	<hr/>
	\$35.72

As belonging to Succession Charles Gaudet and being actually occupied by Honoré Cormier *et al.*, three lots of land known on the same plan, under the number 31, containing four acres, the subdivision 21 of the lot No. 8, containing 18 x 18 ft., and the number 189-B, containing three acres.

Municipal taxes.....	\$ 0.75
School taxes.....
	<hr/>
	\$ 0.75

As belonging to Herbert McLean, one lot of land known on the same plan under the number 188-A, being part of the said lot and containing 2-0-35 in area.

Municipal taxes.....	\$ 5.26
School taxes.....	2.75
	<hr/>
	\$ 8.01

As belonging to Joseph V. Renaud, one lot of land known on the same plan under the number 192, containing one acre in area.

Municipal taxes.....	\$ 1.05
School taxes.....	2.20
	<hr/>
	\$ 3.25

As belonging to Estate Carice Chiasson or supposed to belong to them, one lot of land known on the same plan under the number 84, containing eight acres and thirty perches with building thereon erected.

Municipal taxes.....	\$ 3.03
School taxes.....	2.75
	<hr/>
	\$ 5.78

IN THE MUNICIPALITY OF
HAVRE-AUX-MAISONS

As belonging to Valentin Arseneau and being occupied by Avide Arseneau, one lot of land known on the official plan and book of reference of Alright Island, under the subdivision 22 of

nant 10-3-0 en superficie avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$ 9.09
“ scolaires.....	15.29
	<u>\$24.38</u>

Comme appartenant à succession Vilbon Arseneau et étant occupé par Lionel-V. Arseneau, cinq lots de terre connus au même plan, sous la subdivision 140 du lot 222, contenant neuf acres, la subdivision 210 du lot 222, contenant quatre acres, la subdivision 382 du lot 88 contenant trois acres et quinze perches, la subdivision 127 du lot 188 contenant trois acres et le numéro 206, contenant trois acres, avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$ 8.12
“ scolaires.....	14.21
	<u>\$22.33</u>

Comme appartenant à succession Thaddée Poirier et étant occupé par Daniel F. Arseneau, un lot de terre connu au même plan sous le numéro 165 et connu au Bureau d'enregistrement des Îles de la Madeleine sous les subdivisions 330, 331, 332, 333, 334, 336 et 373 du lot 165, contenant approximativement 15-3-0, avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$11.51
“ scolaires.....	33.26
	<u>\$44.77</u>

Comme appartenant à Alphonse Lapierre *et al.*, trois lots de terre connus au même plan, sous le N° 187, contenant 9-3-10, la subdivision 71 du lot 188, contenant 4-2-28 et la subdivision 337 du même lot 188, contenant 6-3-0, avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$17.55
“ scolaires.....	47.67
	<u>\$65.22</u>

Comme appartenant à Ariste Richard ou semblant lui appartenir et étant apparemment occupé par Louis-C. Poirier, un lot de terre connu au même plan, sous la subdivision officielle 5 du lot 73, contenant treize acres et trois dixièmes, avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$ 3.24
“ scolaires.....	11.22
	<u>\$24.46</u>

Comme appartenant par indivis à succession Dominique, Magloire et Uriel Turbide et étant occupé par Magloire et Jeffrey Turbide, six lots de terre connus au même plan comme subdivision 226 du lot 154, contenant 4-3-37, partie du lot 143, contenant 5 acres, N° 154-A, contenant 0a. 0v. 3.48p., N° 154-C, contenant 0a. 0v. 2.56p., N° 153, contenant 1-2-20, et subdivision 410 du lot 154 contenant 4-2-37, avec toutes les bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$ 8.73
“ scolaires.....	19.83
	<u>\$28.56</u>

Comme appartenant à William & Ludger Vigneau et étant occupé par Ludger Vigneau, un lot de terre connu au même plan sous le numéro 100, étant la moitié est du dit lot et contenant trois acres et demie en superficie, avec bâtisses dessus construites.

the lot 166, containing 10-3-0 in area with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$ 9.09
School taxes.....	15.29
	<u>\$24.38</u>

As belonging to Succession Vilbon Arseneau and being occupied by Lionel V. Arseneau, five lots of land known on the same plan under the subdivision 140 of the lot 222 containing nine acres, the subdivision 210 of the lot 222, containing four acres, the subdivision 382 of the lot 88, containing three acres and fifteen perches, the subdivision 127 of lot 188 containing three acres and number 206, containing three acres, with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$ 8.12
School taxes.....	14.21
	<u>\$22.33</u>

As belonging to succession Thaddée Poirier and being occupied by Daniel F. Arseneau, one lot of land known on the same plan under the number 165 and known in the Registry Office for the Magdalen Islands, under the subdivisions 330, 331, 332, 333, 334, 336 and 373 of the lot 165, containing approximately 15-3-0, with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$11.51
School taxes.....	33.26
	<u>\$44.77</u>

As belonging to Alphonse Lapierre *et al.*, three lots of land known on the same plan, under the number 187, containing 9-3-10, subdivision 71 of the lot 188, containing 4-2-28, and subdivision 337 of the same lot 188, containing 6-3-0, with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$17.55
School taxes.....	47.67
	<u>\$65.22</u>

As belonging to Ariste Richard or supposed to belong to him and being apparently occupied by Louis C. Poirier, one lot of land known on the same plan under the official subdivision 5 of the lot 73, containing thirteen acres and three tenths, with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$ 3.24
School taxes.....	11.22
	<u>\$24.46</u>

As belonging undivided to Succession Dominique, Magloire and Uriel Turbide and being occupied by Magloire and Jeffrey Turbide, six lots of land known on the same plan as subdivision 226 of lot 154, containing 4-3-37, part of lot 143, containing 5 acres, No. 154-A, containing 0a. 0v. 3.48 p., No. 154-C, containing 0a. 0v. 2.56 p., No. 153, containing 1-2-20, and subdivision 410 of lot 154, containing 4-2-37, with all buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$ 8.73
School taxes.....	19.83
	<u>\$28.56</u>

As belonging to William & Ludger Vigneau and being occupied by Ludger Vigneau, one lot of land known on the same plan under the number 100, being the Eastern half of the said lot and containing three and one half acres in area, with buildings thereon erected.

Taxes municipales.....\$ 2.79
 " scolaires..... 14.96
 \$27.75

Municipal taxes.....\$ 2.79
 School taxes..... 14.96
 \$27.75

Donné à Havre-Aubert, I.M., ce quatrième jour de mai 1943.

Given at Havre-Aubert, M.I., this fourth day of May 1943.

Le secrétaire-trésorier du comté des Iles de la Madeleine,
 3709-20-2-o F.-A. PAINCHAUD.

F. A. PAINCHAUD,
 Secretary-Treasurer of the County of Magdalen Islands.
 3709-20-2-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

"V. LEBEAULT LIMITÉE"

"V. LEBEAULT LIMITÉE"

Extrait des minutes d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de V. Lebeault Limitée, tenue le 10 avril 1943, à 9 heures p.m., au N° 285, rue Principale, Ville St-Laurent :

Excerpt from the minutes of a special general meeting of the shareholders of V. Lebeault Limitée, held the 10th of April, 1943, at 9 o'clock P.M., at No. 285, Principale street, Town of St. Laurent.

"Attendu que les actionnaires ici présents représentent plus des 2-3 du capital de V. Lebeault Limitée;

"Whereas the shareholders here present represent more than 2-3 of the capital of V. Lebeault Limitée;

Attendu qu'à une assemblée générale des actionnaires de V. Lebeault Limitée, tenue à son bureau principal, au N° 285, rue Principale, les actionnaires de la compagnie ont autorisé M. V. Lebeault fils, à louer un nouveau local pour l'exploitation du commerce de la compagnie;

Whereas at a general meeting of the shareholders of V. Lebeault Limitée, held at its head office, at No. 285 Principale street, the shareholders of the company authorized Mr. V. Lebeault, Jr., to lease new premises for the carrying on of the business of the company;

Attendu qu'un bail a été passé à cet effet avec M. Ulric Valiquette pour la location d'un local situé au N° 12 de la rue de l'Église à Ville St-Laurent;

Whereas a lease was signed to this effect with Mr. Ulric Valiquette for the leasing of premises situate at No. 12 de l'Église street in the Town of St-Laurent;

Il est résolu en conséquence à l'unanimité que la compagnie V. Lebeault Limitée, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 8 février 1934, ayant ci-devant son principal bureau d'affaires au N° 285, rue Principale, Ville St-Laurent, le transporte au N° 12 de la rue de l'Église de la même ville à compter du 1er mai 1943, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires."

It is consequently unanimously resolved that the company V. Lebeault Limitée, incorporated by letters patent of the Province of Quebec bearing date the 8th of February, 1934, having heretofore its head office at No. 285 Principale street, Town of St-Laurent, shall move it to No. 12 de l'Église street of the same Town, on and from the 1st of May, 1943, the said office shall be considered by the company as being its head office."

(Signé) Roméo Lebeault,
 Venant Lebeault Jr.

(Signed) Roméo Lebeault,
 Venant Lebeault, Jr.

[Sceau] V. LEBEAULT LIMITÉE,
 par le secrétaire-trésorier,
 3707-o V. LEBEAULT JR.

[Seal] V. LEBEAULT LIMITÉE,
 Per V. LEBEAULT, JR.,
 3707 Secretary-Treasurer.

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 15", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 avril 1943.

The formation of an association, under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 15", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary the 20th of April, 1943.

Le siège social de ladite association sera à Saint-Rémi, comté de Napierville, province de Québec.

The principal place of business of the said association will be at Saint-Rémi, County of Napierville, Province of Quebec.

Le sous-secrétaire de la Province,
 3710-o JEAN BRUCHESI.

JEAN BRUCHESI,
 3710 Under Secretary of the Province.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Employés en Imprimerie de Joliette", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 mai 1943.

The formation of an association, under the name of "Syndicat National des Employés en Imprimerie de Joliette", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Secretary of the Province on the 4th of May, 1943.

Le siège social du syndicat sera à Joliette, dans la province de Québec.

The principal place of business of the Syndicate will be at Joliette, Province of Quebec.

Le sous-secrétaire de la Province,
 3711-o JEAN BRUCHESI.

JEAN BRUCHESI,
 3711 Under Secretary of the Province.

AVIS

La Compagnie ci-dessous étant dans les conditions prévues par l'article 90 de la Loi des Compagnies de Québec, a le 26 février 1943 adopté un règlement, sanctionné par ses actionnaires le 8 mai 1943, ordonnant la distribution de ses actifs entre ses actionnaires.

Rimouski, le 10 mai 1943.

JOHN FENDERSON & COMPANY,
Par: le secrétaire,
P.-E. GAGNON.

3714-o

TELEPHONE SECURITIES, LIMITED

Copie certifiée du règlement "G"

Règlement "G"

Règlement pour amender la section 1 de l'article III des règlements de la compagnie

Sujet à l'approbation des actionnaires, le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes augmenté de cinq à six dont deux formeront quorum; et les deux premières phrases de la section 1 de l'article III des règlements de la compagnie tels qu'amendés par le règlement "C" décrété le 16 avril 1936, le règlement "D" décrété le 9 mai 1936 et le règlement "E" décrété le 15 avril 1941, sont par les présentes révoqués et remplacés par le suivant:

"Le nombre des directeurs est de six. Deux directeurs formeront quorum."

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie "Telephone Securities, Limited," certifie par les présentes sous le sceau de la compagnie, que ce qui précède est une copie conforme et authentique du règlement "G" passé par le Conseil d'administration de la compagnie, le 15 mars 1943, et approuvé par le vote de plus des deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour considérer le règlement et tenue le 13 avril 1943.

(Sceau)
3715

Le secrétaire,
C. HOUGH.

Chartes—Abandon de

AVIS

Herwal Holdings Limited par ces présentes donne avis que, suivant la Loi des compagnies de Québec, elle demandera la permission d'abandonner sa charte.

Daté à la Cité de Montréal ce trentième jour d'avril mil neuf cent quarante-trois.

Le secrétaire,
GEORGE C. MARLER.

3708-o

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de "Club de Charlevoix, Inc.", constitué en corporation par lettres patentes en date du 12 juillet 1934.

NOTICE

The undersigned Company being in the conditions provided by article 90 of Quebec Companies Act, has the 26th day of February 1943, passed a By-Law sanctioned by the shareholders on the 8th May 1943, authorizing the distribution of its assets among its shareholders.

Rimouski, May 10th, 1943.

JOHN FENDERSON & COMPANY,
By: P. E. GAGNON,
Secretary.

3714-o

TELEPHONE SECURITIES, LIMITED

Certified copy of By-Law "G"

By-Law "G"

A By-law to amend Section 1 of Article III of the By-laws of the Company

Subject to the approval of the Shareholders, the number of Directors of the Company is hereby increased from five to six, of which two shall form a quorum; and the first two sentences of Section 1 of Article III of the By-laws of the Company as amended by By-law "C" enacted on the 16th day of April, 1936, By-law "D" enacted on the 9th day of May, 1936 and By-law "E" enacted on the 15th day of April, 1941, are hereby repealed and the following are substituted therefor:

"The number of Directors is six. Two Directors shall form a quorum."

I, the undersigned, Secretary of Telephone Securities, Limited, do hereby certify under the seal of the Company that the foregoing is a true and correct copy of By-law "G" passed by the Board of Directors of the Company on the 15th day of March, 1943, and approved by the vote of more than two-thirds in value of the shares represented by the Shareholders present at a special general meeting of the Shareholders duly called for considering the By-law and held on the 13th day of April, 1943.

(Seal)
3715-o

C. HOUGH,
Secretary.

Chartes—Surrender of

NOTICE

Herwal Holdings Limited hereby gives notice that it will make application under the Quebec Companies' Act for leave to surrender its Charter.

Dated at the City of Montreal this thirtieth day of April nineteen hundred and forty-three.

GEORGE C. MARLER,
Secretary.

3708-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of "Club de Charlevoix, Inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of July, 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1943, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deux avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Hibbard Motor Sales Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 septembre 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1943, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deux avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Hodge Auto Parts (Drummondville) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 décembre 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1943, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-neuf avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3713 P. FRENETTE.

"LA CIE J. C. NOURY, LIMITÉE."

Avis est donné que la "Cie J. C. Noury Ltée," constituée en corporation, 1ère partie de la Loi des Compagnies de Québec 1920, le 20 juillet 1923 avec son bureau d'affaires à Montréal, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour obtenir l'abandon de sa charte.

Montréal, 30 avril 1943.

Les procureurs de la Cie J. C. Noury Limitée,
3716-o BENOIT & BENOIT.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Bélangier & Dalpé, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22ième jour d'avril 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1943, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce 29ième jour d'avril 1943.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,
P. FRENETTE.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26,

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1943, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1943.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Hibbard Motor Sales Ltd.", incorporated by letters patent dated the 9th day of September, 1936.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1943, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1943.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Hodge Auto Parts (Drummondville) Limited", incorporated by letters patent dated the 29th day of December, 1938.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1943, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3713-o Acting Deputy Attorney General.

"Co. J. C. NOURY, LIMITED."

Notice is given that the Co. J. C. Noury Limited, constituted in Corporation, first part of Quebec Law Company 1920, the 20th of July 1923, with its Business Place at Montreal, will apply to Left Governor in Counsel, to obtain the surrender of its charter.

Montreal, 30th of April, 1943.

BENOIT & BENOIT,
3716-o Attorneys of the Co. J. C. Noury Limited.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bélangier & Dalpé, Limitée", incorporated by letters patent bearing date the 22nd day of April, 1927.

Notice is moreover given that from and after the thirtieth day of April, 1943, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276,

chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Bélanger & Proulx, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25ième jour de mars 1920.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1943, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce 22ième jour d'avril 1943.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,
P. FRENETTE.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Chicoutimi Construction Company, Ltd" — "(La Compagnie de Construction de Chicoutimi, Ltée)", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23ième jour de juin 1939.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1943, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce 22ième jour d'avril 1943.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,
P. FRENETTE.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Home Realty Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4ième jour de janvier 1910.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1943, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce 10ième jour d'avril 1943.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,
3717-o P. FRENETTE.

R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bélanger & Proulx, Limited" incorporated by letters patent bearing date the 25th day of March, 1920.

Notice is moreover given that from and after the thirtieth day of April, 1943, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1943.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Chicoutimi Construction Company, Ltd" — "(La Compagnie de Construction de Chicoutimi, Ltée)", incorporated by letters patent bearing date the 23rd day of June, 1939.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1943, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of April, 1943.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of "The Home Realty Company", incorporated by letters patent bearing date the 4th day of January, 1910.

Notice is moreover given that from and after the thirtieth day of April, 1943, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3717 Acting Deputy Attorney General.

Commission du salaire minimum

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, prolongeant jusqu'au premier juin 1944, l'ordonnance numéro 19 de la Commission du salaire minimum, concernant les établissements de fabrication des bas façonnés, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1204, du 6 mai 1943.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 19

Établissements de fabrication des bas façonnés

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal extending until June 1, 1944, Ordinance number 19 of the Minimum Wage Commission, concerning establishments engaged in the manufacture of full-fashioned hosiery, has been approved by Order in Council number 1204, of May 6, 1943.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 19

Establishments engaged in the Manufacture of Full-Fashioned Hosiery

Ordonnance de renouvellement

Ordinance of Renewal

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum, (S.R.Q., 1941, c. 164),

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ainsi qu'il suit:

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1 *Prolongation de l'ordonnance N° 19*: L'ordonnance N° 19 de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, concernant les établissements de fabrication de bas façonnés, datée du 14 octobre 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 17 novembre 1938, par arrêté en conseil portant le numéro 2365, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 26 novembre 1938, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er juin 1944.

1 *Prolongation of Ordinance No. 19*: Ordinance No. 19 of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, concerning Establishments engaged in the Manufacture of Full-Fashioned Hosiery, dated October 14, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on November 17, 1938, by Order-in-Council No. 2365, published in the *Quebec Official Gazette* on November 26, 1938, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until June 1st, 1944.

2 *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

2 *Coming into Force*: The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Fait et passé à Québec ce vingt-huitième jour du mois d'avril mil neuf cent quarante-trois.

Passed and dated at Québec, this twenty-eighth day of the month of April, in the year one thousand nine hundred and forty-three.

[Sceau]

[Seal]

Le président, (signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS. FRANCO,
Les commissaires, " H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" H. LOUDIN, Members.
" B. E. BRAIS.

Copie conforme.

True Copy.

Le secrétaire général, J.-E. SIMARD. 3724-0

J. E. SIMARD, General Secretary. 3724-0

AVIS

NOTICE

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance d'amendement, datée du 19 avril 1943, dont le texte suit, modifiant l'ordonnance numéro 5 révisée de la Commission du salaire minimum, concernant l'industrie textile de la soie, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1203, du 6 mai 1943.

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of amendment, dated April 19, 1943, modifying Ordinance number 5, revised, of the Minimum Wage Commission, concerning the silk textile industry, has been approved by Order in Council number 1203, of May 6, 1943.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordonnance N° 5, révisée

Ordinance No. 5 Revised

Industrie textile de la soie

Silk Textile Industry

Ordonnance d'amendement

Ordinance of Amendment

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum, (S.R.Q., 1941, c. 164),

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance d'amendement, ce qui suit:

Orders and decrees by the present Ordinance of Amendment, the following:

1. *Ordonnance N° 5 révisée amendée*:—L'ordonnance N° 5 révisée de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, datée du 30 juin 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 9 août 1938 par arrêté portant le numéro 1398, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 13 août 1938 et postérieurement amendée et renouvelée, est de nouveau amendée comme suit:

1. *Ordinance No. 5 revised amended*:—Ordinance No. 5 revised of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, dated June 30, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on August 9, 1938, by Order-in-Council No. 1398, published in the *Quebec Official Gazette* on August 13, 1938, and subsequently amended and renewed, is again amended as follows:

A) L'article 10 de la dite ordonnance, amendé par l'ordonnance d'amendement du 13 mai 1941, est abrogé et remplacé par le suivant:

A) Section 10 of said Ordinance, amended by Ordinance of Amendment of May 13, 1941, is abrogated and replaced by the following:

"10. *Catégorie VI*:—Apprentis occupés aux travaux des salariés des catégories I, II, III, IV et V:

"10. *Category VI*:—Apprentices occupied at work of employees of Categories I, II, III, IV and V:

<i>Taux</i>	<i>Taux</i>
<i>horaire</i>	<i>horaire</i>
<i>moyen</i>	<i>minimum</i>
<i>nil</i>	<i>20c"</i>

<i>Average</i>	<i>Minimum</i>
<i>hourly</i>	<i>hourly</i>
<i>rate</i>	<i>rate</i>
<i>nil</i>	<i>20c"</i>

B) L'article 11 de la dite ordonnance, amendé par l'ordonnance d'amendement du 13 mai 1941,

B) Section 11 of said Ordinance, amended by Ordinance of Amendment of May 13, 1941, is

est amendé en en remplaçant le groupe "d" par ce qui suit:

	Salaire horaire moyen	Salaire horaire minimum
"groupe d: apprentis imprimeurs sur rotative		
première année.....	nil	35c
seconde année.....	nil	40c
troisième année.....	nil	45c
quatrième année.....	nil	50c
cinquième année.....	nil	55c"

C) L'article 12 de la dite ordonnance, amendé par l'ordonnance d'amendement du 13 mai 1941, est amendé en en remplaçant le groupe "aa", le groupe "bb", le groupe "cc", le groupe "dd", le groupe "ff", respectivement par ce qui suit:

	Salaire horaire moyen	Salaire horaire minimum
"groupe aa: apprentis-dessinateurs de patrons		
première année.....	nil	30c
seconde année.....	nil	33c
troisième année.....	nil	36c
quatrième année.....	nil	39c
cinquième année.....	nil	42c"
"groupe bb: apprentis coupeurs de plaque		
première année.....	nil	30c
seconde année.....	nil	32c
troisième année.....	nil	34c
quatrième année.....	nil	36c
cinquième année.....	nil	38c"
"groupe cc: apprentis "Bench hands" (travail à la main)		
première année.....	nil	30c
seconde année.....	nil	32c
troisième année.....	nil	34c
quatrième année.....	nil	36c
cinquième année.....	nil	38c"
"groupe dd: apprentis coupeurs de rouleaux		
première année.....	nil	28c
seconde année.....	nil	30c
troisième année.....	nil	32c
quatrième année.....	nil	34c
cinquième année.....	nil	36c"
"groupe ff: apprentis graveurs		
première année.....	nil	30c
seconde année.....	nil	32c
troisième année.....	nil	34c
quatrième année.....	nil	36c
cinquième année.....	nil	38c"

D) L'article 13 de la dite ordonnance, amendé par l'ordonnance d'amendement du 13 mai 1941, est abrogé.

E) L'article 17 de la dite ordonnance, amendé par l'ordonnance d'amendement du 13 mai 1941, est abrogé et remplacé par le suivant:

"17. *Catégorie XII*:—Apprentis: autres que ceux spécialement désignés aux catégories VII et VIII, occupés aux travaux des salariés des catégories VII, VIII, IX, X et XI:

Taux horaire moyen	Taux horaire minimum
nil	20c"

F) L'article 36 de la dite ordonnance est abrogé et remplacé par les suivants:

"36. *Apprentis*:—Le mot apprenti désigne:

amended by replacing group "d" thereof by the following:

	Average hourly wage	Minimum hourly wage
"group d: roller printers' apprentices		
first year.....	nil	35c
second year.....	nil	40c
third year.....	nil	45c
fourth year.....	nil	50c
fifth year.....	nil	55c"

C) Section 12 of said Ordinance, amended by Ordinance of Amendment of May 13, 1941, is amended by replacing group "aa", group "bb", group "cc", group "dd" and group "ff" thereof, respectively, by the following:

	Average hourly wage	Minimum hourly wage
"group aa: sketch-making apprentices		
first year.....	nil	30c
second year.....	nil	33c
third year.....	nil	36c
fourth year.....	nil	39c
fifth year.....	nil	42c"
"group bb: plate-cutting apprentices		
first year.....	nil	30c
second year.....	nil	32c
third year.....	nil	34c
fourth year.....	nil	36c
fifth year.....	nil	38c"
"group cc: bench hands' apprentices		
first year.....	nil	30c
second year.....	nil	32c
third year.....	nil	34c
fourth year.....	nil	36c
fifth year.....	nil	38c"
"group dd: roller-turning apprentices		
first year.....	nil	28c
second year.....	nil	30c
third year.....	nil	32c
fourth year.....	nil	34c
fifth year.....	nil	36c"
"group ff: etching apprentices		
first year.....	nil	30c
second year.....	nil	32c
third year.....	nil	34c
fourth year.....	nil	36c
fifth year.....	nil	38c"

D) Section 13 of said Ordinance, amended by Ordinance of Amendment of May 13, 1941, is abrogated.

E) Section 17 of said Ordinance, amended by Ordinance of Amendment of May 13, 1941, is abrogated and replaced by the following:

"17. *Category XII*:—Apprentices, other than those specially designated in Categories VII and VIII occupied at work of employees of Categories VII, VIII, IX, X and XI:

Average hourly rate	Minimum hourly rate
nil	20c"

F) Section 36 of said Ordinance is abrogated and replaced by the following:

"36. *Apprentices*:—The word "apprentice" means:

a) pour les apprentis spécialement visés aux catégories VII et VIII, les salariés n'ayant pas cinq années d'expérience dans le métier exercé, et,

b) pour tous autres, le salarié qui a moins de dix mois de service ou d'emploi.

Tout salarié qui a complété la dite période d'apprentissage ou la dite période d'expérience, doit être classé comme salarié expérimenté et payé comme tel.

"37. Détermination de la période d'apprentissage:—La période d'apprentissage ou la période d'expérience mentionnée à l'article précédent, s'établit par le nombre de journées de travail, consécutives ou non, entières ou non, occupées,

a) pour les salariés spécialement visés aux catégories VII et VIII, au travail du métier qu'ils apprennent,

b) pour les autres apprentis, à du travail, quelqu'il soit, régi par la présente ordonnance.

Pour la détermination de telle période d'apprentissage, un mois comprend vingt-six (26) journées de travail, six mois, cent cinquante-six (156), et une année, trois cent douze (312).

"38. Nombre limité d'apprentis:—Le nombre de ceux qui peuvent être classés sans distinction de sexe comme apprentis de la catégorie VI, est limité à au plus dix pour cent (10%) du nombre total des salariés employés dans le même établissement par le même chef d'entreprise et formant partie des catégories I, II, III, IV et V.

Le nombre de ceux qui peuvent être classés comme apprentis de la catégorie XII est limité à au plus dix pour cent (10%) du nombre total des salariés employés dans le même établissement par le même chef d'entreprise et formant partie des catégories VII, VIII, IX, X et XI.

Le salarié valablement classé comme apprenti demeure tel durant toute sa période d'apprentissage, même si le nombre des salariés de l'employeur diminue.

Les salariés, même inexpérimentés, qui ne peuvent être classés comme apprentis en vertu du présent article, doivent être classés comme salariés expérimentés et payés comme tels.

La limitation de dix pour cent (10%) prévue par le présent article sera automatiquement abrogée et remplacée par une limitation de cinq pour cent (5%), avec la cessation de l'état de guerre existant actuellement.

"39. Ordonnance N° 4, 1942:—Les dispositions de l'ordonnance N° 4, 1942, de la Commission, telle qu'amendée, qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions de la présente ordonnance, s'appliquent *mutatis mutandis* aux salariés régis par la présente ordonnance".

G) Les mots "Article I, Application", précédant l'article 1 de la dite ordonnance, sont abrogés et remplacés par les mots "Première partie, Application".

H) Les mots "Article II, Echelle de salaires", précédant l'article 3 de la dite ordonnance, sont abrogés et remplacés par les mots "Seconde partie, Echelle de salaires".

I) Les mots "Article III, Heures de travail", précédant l'article 27 de la dite ordonnance, sont abrogés et remplacés par les mots "Troisième partie, Heures de travail".

J) Les mots "Article IV, Dispositions générales", précédant l'article 30 de la dite ordonnance, sont abrogés et remplacés par les mots: "Quatrième partie, Dispositions générales".

K) Les mots "Article V, Entrée en vigueur", suivant l'article 36 de la dite ordonnance, sont

a) for apprentices specially contemplated at Categories VII and VIII, employees having less than five years' experience in the trade exercised, and

b) for all others, an employee having less than ten months of service or employment.

Any employee having completed said period of apprenticeship or said period of experience, must be classed as an experienced employee and paid accordingly.

"37. Determining the period of apprenticeship:—The period of apprenticeship or the period of experience provided in the preceding section is determined by the number of days worked, consecutive or not, complete or not, occupied,

a) for employees specially contemplated at categories VII and VIII, at work of the trade they are learning,

b) for other apprentices, at any work whatever governed by the present Ordinance.

For determining said period of apprenticeship, twenty-six (26) working days are equivalent to one month, one hundred and fifty-six (156) to six months, and three hundred and twelve (312) to one year.

"38. Limited number of apprentices:—The number of employees who may be classed, without regard to sex, as apprentices of Category VI, is limited to at the most ten per cent (10%) of the total number of employees employed in the same establishment by the same employer and classed in Categories I, II, III, IV and V.

The number of employees who may be classed as apprentices of Category XII is limited to at the most ten per cent (10%) of the total number of employees employed in the same establishment by the same employer and classed in Categories VII, VIII, IX, X and XI.

An employee validly classed as apprentice remains so during the whole period of his apprenticeship, even when the number of employees of the employer decreases.

The employees, even though inexperienced, who may not be classed as apprentices according to the present section, must be classed as experienced employees and paid accordingly.

The ten per cent (10%) limitation provided in the present section shall automatically be abrogated and replaced by a five per cent (5%) limitation, with the cessation of the state of war actually existing.

"39. Ordinance No. 4, 1942:—The provisions of Ordinance No. 4, 1942, as amended, which are not inconsistent with the provisions of the present Ordinance, apply *mutatis mutandis* to employees governed by the present Ordinance."

G) The words "Article I, Application", preceding section 1 of said Ordinance, are abrogated and replaced by the words "Part I, Application."

H) The words "Article II, Scale of Wages", preceding section 3 of said Ordinance, are abrogated and replaced by the words "Part II, Scale of Wages".

I) The words "Article III, Hours of Work", preceding section 27 of said Ordinance, are abrogated and replaced by the words "Part III, Hours of Work".

J) The words "Article IV, General Provisions", preceding section 30 of said Ordinance, are abrogated and replaced by the words "Part IV, General Provisions".

K) The words "Article V, Entrance into force", following section 36 of said Ordinance, are

abrogés et remplacés par les mots "Cinquième partie, Entrée en vigueur".

2. *Entrée en vigueur*.—La présente ordonnance d'amendement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Québec le dix-neuvième jour du mois d'avril mil neuf cent quarante-trois.

(Signé) Le président, FERDINAND ROY,
" Le vice-président, GUS. FRANCO,
" Les commissaires, J.-A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS.

[Sceau]

Copie conforme,

Le secrétaire général,
J.-E. SIMARD.

3723-0

abrogated and replaced by the words "Part V, Coming into Force".

2. *Coming into Force*.—The present Ordinance of Amendment shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated in the city of Quebec this nineteenth day of the month of April, in the year one thousand nine hundred and forty-three.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE, Members.
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS.

[Seal]

True copy,

J. E. SIMARD,
General Secretary.

3723-0

Compagnie dissoute

LA COMPAGNIE DE CONSTRUCTION LAFONTAINE

Avis est donné, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, (S.R.Q., 1941, chapitre 278) que "La Compagnie de Construction Lafontaine", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 mai 1909 et ayant son siège social à Montréal, Province de Québec, a été dissoute à compter du 11 mai 1943.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 13 mai 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
3726-0 JEAN BRUCHESI.

Company Dissolved

LA COMPAGNIE DE CONSTRUCTION LAFONTAINE

Notice is given, pursuant to section 19 of the Act respecting the Voluntary Winding-up of Joint Stock Companies (R.S.Q. 1941, chapter 278) that the company "La Compagnie de Construction Lafontaine", incorporated by letters patent bearing date May 5th, 1909, and having its head office at Montreal, Province of Quebec, has been dissolved from and after the 11th of May, 1943.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 13th of May, 1943.

JEAN BRUCHESI,
3726 Under Secretary of the Province.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Rimouski, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Marcellin" et que son principal siège d'affaires est à St-Marcellin, comté de Rimouski.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce dixième jour de mai 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
3728-0 ADRIEN MORIN.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Rimouski, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Marcellin" and that its principal place of business is at St. Marcellin, County of Rimouski.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this tenth day of May, 1943.

ADRIEN MORIN,
3728 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Champlain, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Narcisse Village" et que son principal siège d'affaires est à St-Narcisse, comté de Champlain.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce dixième jour de mai 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
3729-0 ADRIEN MORIN.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Champlain, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Narcisse Village" and that its principal place of business is at St-Narcisse, County of Champlain.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this tenth day of May, 1943.

ADRIEN MORIN,
3729 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Champlain, sous le nom de "Société Coopérative Agricole Drouin de St-Narcisse" et que son principal siège d'affaires est à St-Narcisse, comté de Champlain.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Champlain, under the name of "Société Coopérative Agricole Drouin de St-Narcisse" and that its principal place of business is at St-Narcisse, County of Champlain.

Le ministre autorise la formation¹ de cette société.

Québec, ce dixième jour de mai 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
3730-0 ADRIEN MORIN.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this tenth day of May, 1943.

ADRIEN MORIN,
3730 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 209-43.

Québec, le 5 mai 1943.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, la municipalité scolaire de Marston, dans le comté de Frontenac, à la municipalité scolaire protestante de Agnès & Mégantic, dans le même comté.

3674-19-2-0

No. 209-43.

Quebec, May 5th, 1943.

Application is made to annex, for Protestants only, the School Municipality of Marston, in the County of Frontenac, to the Protestant School Municipality of Agnès & Megantic, in the same County.

3674-19-2

N° 1374-42.

Québec, le 4 mai 1943.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, la municipalité scolaire de Nelson, dans le comté de Mégantic, à celle d'Inverness, dans le même comté.

3675-19-2-0

No. 1374-42.

Quebec, May 4th, 1943.

Application is made to annex, for Protestants only, the School Municipality of Nelson, in the County of Megantic, to that of Inverness, in the same County.

3675-19-2

N° 326-43

Québec, le 10 mai 1943.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de Ste-Rose, le lot 345 du cadastre officiel de Ste-Rose pour l'annexer à la municipalité scolaire de Côte-des-Lacasse, dans le comté de Laval.

3712-20-2-0

No. 326-43

Quebec, May 10th, 1943.

Application is made to detach from the School Municipality of the Village of Ste-Rose, lot 345 of the official cadastre of Ste-Rose, to annex the same to the School Municipality of Côte-des-Lacasse, in the County of Laval.

3712-20-2

Département du Travail

Department of Labour

AVIS D'AMENDEMENT DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF AMENDMENT OF BY-LAWS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que la constitution et les règlements du Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du port de Montréal, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1088, du 28 avril 1943, ont été amendés par l'arrêté en conseil numéro 1205, du 6 mai 1943.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 mai 1943. 3722-0

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the constitution and by-laws of the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal, approved by Order in Council number 1088, of April 28, 1943, have been amended by Order in Council number 1205, of May 6, 1943.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 15, 1943. 3722-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163) que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'industrie de la lithographie de la province de Québec, dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, établi en exécution du décret numéro 1097, du 28 avril 1943, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1274, du 13 mai 1943.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 mai 1943. 3725-0

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the constitution and by-laws of the Lithographing Industry Parity Committee for the Province of Quebec, whose corporate seat is located in the City of Montreal, formed under decree number 1097, of April 28, 1943, have been approved by Order in Council number 1274, of May 13, 1943.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 15, 1943. 3725-0

Minutes de notaires

Notarial Minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, par M. Joseph Alphonse Duval, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Roch de l'Achigan, district judiciaire de Joliette, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Joseph Hercule Lafortune, en son vivant exerçant à Saint-Roch de l'Achigan, district judiciaire de Joliette.

Québec, 12 mai 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
3721-20-5-0 JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant Governor in Council, by Mr. Joseph Alphonse Duval, notary, residing and practising at Saint-Roch de l'Achigan, judicial district of Joliette, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late notary Joseph Hercule Lafortune, in his lifetime practising at Saint-Roch de l'Achigan, judicial district of Joliette.

Quebec, May 12th, 1943.

JEAN BRUCHESI,
3721-20-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 2 juillet 1942.

M. Paul-E. Bilodeau, 850 est, rue Marie-Anne, Montréal: comptable au service de la taxe de vente, Bureau du Revenu, Montréal, à compter du 1er juillet 1942.

Québec, 17 décembre 1942.

M. Joseph Fortier, avocat, de Saint-Jérôme: Conseil en loi du Roi.

Québec, 31 mars 1943.

M. Fred W. Bowie, de Campbell's Bay: député-protonotaire de la Cour supérieure, député-greffier de la Cour de circuit, député-greffier de la Cour de magistrat, député-greffier de la Couronne et député-greffier de la paix pour le district de Pontiac.

MM. Maurice-P. Archambault, Armand Labelle, Bertram-M. Bourdon, Antonio Longtin, Rosaire Emond, Hygin Dostaler, Edward Ker et Albert-Philippe Marchand, de la cité de Montréal, J.-Arthould Lazure, Albert Wilmot, tous deux de la cité d'Outremont, William J. S. McMaster et Robert L. Scott, tous deux de la cité de Westmount, et tous les douze employés civils, Georges Cordeau, avocat, de la cité d'Outremont, et Gérard Jobin, notaire, de la cité de Montréal: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Lucien Lacasse, J.-Antonio Pelletier et Jacques Casgrain, avocats, Roland Moisan, employé civil, René Mathieu, Louis Paradis, agent d'assurance et épiciier, J.-M. Gosselin, officier spécial, Bureau du revenu, tous les sept de la cité de Québec, et Donat Demers, notaire, de la cité de Lévis: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Maurice Maheux, shérif du district d'Arthabaska, d'Arthabaska, Albert St-Martin, shérif du district de Bedford, de Sweetsburg, J.-A. Goulet, shérif du district de Bonaventure, de New

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, July 2nd, 1942.

Mr. Paul E. Bilodeau, 850 Marie-Anne street East, Montreal: to be accountant in the Sales Tax Service, Revenue Office, Montreal, as from the 1st of July, 1942.

Quebec, December 17th, 1942.

Mr. Joseph Fortier, advocate, of Saint-Jérôme: to be King's Counsel.

Quebec, March 31st, 1943.

Mr. Fred W. Bowie, of Campbell's Bay: to be Deputy Prothonotary of the Superior Court, Deputy Clerk of the Circuit Court, Deputy Clerk of the Magistrate's Court, Deputy Clerk of the Crown and Deputy Clerk of the Peace for the district of Pontiac.

Messrs. Maurice P. Archambault, Armand Labelle, Bertram M. Bourdon, Antonio Longtin, Rosaire Emond, Hygin Dostaler, Edward Ker and Albert Philippe Marchand, of the city of Montreal, J. Arthould Lazure, Albert Wilmot, both of the city of Outremont, William J. S. McMaster and Robert L. Scott, both of the city of Westmount, and all twelve civil employees, Georges Cordeau, advocate, of the city of Outremont, and Gérard Jobin, notary, of the city of Montreal: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. Lucien Lacasse, J. Antonio Pelletier and Jacques Casgrain, advocates, Roland Moisan, civil employee, René Mathieu, Louis Paradis, insurance agent and grocer, J. M. Gosselin, special officer, Revenue Office, all seven of the city of Quebec, and Donat Demers, notary, of the city of Lévis: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. Maurice Maheux, Sheriff of the district of Arthabaska, of Arthabaska, Albert St-Martin, Sheriff of the district of Bedford, of Sweetsburg, J. A. Goulet, Sheriff of the district of Bona-

Carlisle, Isidore St-Pierre, shérif du district de Hull, de Hull, A. Lacombe, shérif du district de Roberval, de Roberval, J.-P.-C. Lemieux, shérif du district de St-François, de Sherbrooke, Augustin Chénier et Albert Filteau, protonotaire de la Cour supérieure du district de Témiscamingue, et Jules Grenier, shérif de ce dernier district, ces trois derniers de Ville-Marie, et Marcel Létourneau, protonotaire de la Cour supérieure du district de Rouyn-Noranda, de Rouyn: commissaires *per dedimus potestatem*.

Québec, 2 avril 1943.

M. Charles C. Bigonnesse, surintendant, Clark City: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 28 avril 1943.

M. Louis-Philippe Beaudoin, directeur de l'Écoles des arts graphiques, 2020, rue Kimberley, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Peter Dalrymple, maître de postes à Fort Chimo: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 27 de la Loi de la division territoriale, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 3), avec juridiction sur tout le territoire du Nouveau-Québec.

M. Godfroy Lamarche, de Mont-Laurier: député-protonotaire de la Cour supérieure, député-greffier de la Cour de circuit, député-greffier de la Cour de magistrat, député-greffier de la Couronne et député-greffier de la paix pour le district de Montcalm.

Québec, 29 avril 1943.

M. Adalbert April, agent d'affaires de l'Union des travailleurs en chaussure, 19, rue Caron, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 1er mai 1943.

M. Wilfrid Bissonnette, agent spécial du Canadian National Railways, Département de la Police, 93, rue des Franciscains, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. André Gourd, marchand, Val d'Or, Cté d'Abitibi: adjoint à la Commission de la paix pour le district judiciaire d'Abitibi, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Mastai Choquette, secrétaire de la Commission scolaire catholique, Sherbrooke: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de St-François, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. William Joseph Reilly, voyageur de commerce, 10, Domville, St-Lambert, Annexe: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement,

venture, of New Carlisle, Isidore St-Pierre, Sheriff of the district of Hull, of Hull, A. Lacombe, Sheriff of the district of Roberval, of Roberval, J. P. C. Lemieux, Sheriff of the district of St. Francis, of Sherbrooke, Augustin Chénier and Albert Filteau, prothonotary of the Superior Court for the district of Témiscamingue, and Jules Grenier, Sheriff of this last mentioned district, these three last of Ville-Marie, and Marcel Létourneau, prothonotary of the Superior Court for the district of Rouyn-Noranda, of Rouyn: to be Commissioners *per dedimus potestatem*.

Quebec, April 2nd, 1943.

Mr. Charles C. Bigonnesse, superintendent, Clark City: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, April 28th, 1943.

Mr. Louis Philippe Beaudoin, director of the "Écoles des arts graphiques", 2020 Kimberley street, Montreal: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Peter Dalrymple, Postmaster at Fort Chimo: to be Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 27 of the Territorial Division Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 3), with jurisdiction over the whole territory of New-Quebec.

Mr. Godfroy Lamarche, of Mont-Laurier: to be Deputy Prothonotary of the Superior Court, Deputy Clerk of the Circuit Court, Deputy Clerk of the Magistrate's Court, Deputy Clerk of the Crown and Deputy Clerk of the Peace for the district of Montcalm.

Quebec, April 29th, 1943.

Mr. Adalbert April, business agent for "l'Union des Travailleurs en chaussure", 19 Caron street, Quebec: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, May 1st, 1943.

Mr. Wilfrid Bissonnette, special agent of the Canadian National Railways, Police Department, 93 des Franciscains street, Quebec: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction throughout the Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. André Gourd, merchant, Val d'Or, County of Abitibi: to be Peace Commissioner for the judicial district of Abitibi, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Mastai Choquette, secretary for the Catholic School Commission, Sherbrooke: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of St. Francis, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. William Joseph Reilly, commercial traveller, 10 Domville street, St-Lambert, Annexe: to be Justice of the Peace for the purpose of

avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Hector Gervais, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, 1866 est, Boulevard Gouin, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Zoël Rousseau, marchand, Damase Bolduc et Achille Bolduc, bourgeois, tous trois de Windsor Mills: commissaires pour tenir la Cour de commissaires du canton de Windsor, dans le district de St-François.

Québec, 6 mai 1943.

M. Roméo Emond, commis, 96, rue Morin, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Henri Lizotte, protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit, greffier de la Cour de magistrat, greffier de la Couronne et greffier de la paix pour le district de Bonaventure: adjoint à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Bonaventure, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. René B. Lansloot, employé de l'International Paint, de Montréal, 8254, rue Saint-Gérard, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

3727-0

administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Hector Gervais, inspector of the Old Age Pension Board, 1866, Gouin Boulevard East, Montreal: to be a Justice of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. Zoël Rousseau, merchant, Damase Bolduc and Achille Bolduc, gentlemen, all three of Windsor Mills: to be Commissioners for the holding of the Commissioners' Court of the Township of Windsor, in the District of St. Francis.

Quebec, May 6th, 1943.

Mr. Romeo Emond, clerk, 96 Morin street, Quebec: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Henri Lizotte, prothonotary of the Superior Court, clerk of the Circuit Court, clerk of the Magistrate's Court, clerk of the Crown and clerk of the Peace, for the District of Bonaventure: to be a Peace Commissioner for the judicial district of Bonaventure, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. René B. Lansloot, employee of the International Paint, of Montreal, 8254 Saint Gerard street, Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

3727

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, } **A**TTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 2, chapitre 320 de la Loi du Cadastre, S.R.Q. 1941, il a été préparé, sous la direction de l'honorable Ministre des Terres et Forêts, un plan d'une partie du canton D'Aiguebelle, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi, et comprenant les rangs VIII, IX, le Bloc "B", le rang X et les lles numéros 1 à 25 inclusivement, de l'arpentage primitif;

ATTENDU qu'un livre de renvoi relatif à ce plan a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, } **W**HEREAS, pursuant to the provisions of section 2, chapter 320 of the Cadastre Act, R.S.Q., 1941, there has been prepared, under the direction of the Honourable Minister of Lands and Forests, a plan of part of the Township of Aiguebelle, in the Registration Division of Abitibi, and comprising Ranges VIII, IX, Block "B", Range X and the Islands numbers 1 to 25 inclusively of the original survey;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

ATTENDU que tels plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des Archives du bureau du Ministre des terres et forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposés au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'ils appartiennent, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de ladite proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil seront en force relativement aux immeubles compris dans cette partie du canton d'Aiguebelle désignée ci-dessus, et,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos léaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour d'avril en l'année mil neuf cent quarante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la septième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

3705-0

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, }
Assistant-procureur }
général suppléant. } ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 2, chapitre 320 de la Loi du Cadastre, S.R.Q. 1941, il a été préparé, sous la direction de l'honorable Ministre des Terres et Forêts, un plan du canton

WHEREAS the said official plan and book of reference, made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book of reference was filed in the office of the Registration Division of Abitibi;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and,

We fix date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code will come into force, respecting the immovables comprised in said part of the Township of Aiguebelle, above mentioned, and,

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Québec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Québec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this seventeenth day of April, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-three, and the seventh year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

3705

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, }
Acting Deputy }
Attorney General. } WHEREAS, pursuant to the provisions of section 2, chapter 320 of the Cadastre Act, R.S.Q., 1941, there has been prepared, under the direction of the Honourable Minister of Lands and Forests, a plan of the

de La Pause, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi;

ATTENDU qu'un livre de renvoi relatif à ce plan a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que tels plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des Archives du bureau du Ministre des terres et forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'ils appartiennent, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de ladite proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil seront en force relativement aux immeubles compris dans le canton de La Pause, et,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour d'avril en l'année mil neuf cent quarante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la septième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,

3706-o

JEAN BRUCHESI.

Township of La Pause, in the Registration Division of Abitibi;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference, made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book of reference was filed in the office of the Registration Division of Abitibi;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and,

We fix date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code will come into force, respecting the immovables comprised in the Township La Pause, and,

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventeenth day of April, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-three, and the seventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

3706

Vente d'effets non-réclamés

Sale of unclaimed baggage

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le deuxième jour de juin 1942 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901, rue Saint-Jacques ouest, Montréal, le deuxième jour de juin 1943, en conformité de la Loi

Notice is hereby given that all baggage received prior to the 2nd day of June, 1942, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901, St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the fore-

des chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 13 avril 1943.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le chef des trains-postes et bagages,
3567-17-6-o W. E. ALLISON.

noon, on Wednesday, June 2, 1943, under authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, April 13, 1943.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Per: W. E. ALLISON,
3567-17-6-o Manager, Mail & Baggage Traffic.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure.

District de Chicoutimi, { EUDORE BOIVIN, N° 5373. } autrefois avocat et maintenant juge de la Cour de Magistrat, domicilié à Rivière du Moulin, district de Chicoutimi, demandeur; vs LOUIS SAVARD, de son vivant cultivateur de la paroisse de Ste-Anne de Chicoutimi, et maintenant décédé, défendeur; et LOUIS-JOSEPH SAVARD, cultivateur de la paroisse de Ste-Anne de Chicoutimi, en sa qualité d'héritier de feu Louis Savard, le défendeur en cette cause, Mis-en-cause, Saisi.

Comme appartenant au mis-en-cause, Saisi:

Une terre formée du lot numéro quatre (4), du premier rang est, au cadastre officiel du canton Tremblay, contenant une superficie d'environ 82 acres; avec bâtisses dessus érigées et dépendances, sauf à distraire:

a) La partie vendue par M. Louis Savard à M. Joseph Savard, fils Wilfrid, suivant acte passé devant D. Maltais, N.P., le 17 juillet 1913, N° 3701 de ses minutes, enregistré à Chicoutimi le 22 septembre 1920, sous le N° 34,014;

b) La partie de l'aqueduc de la Corporation du Village de Sainte-Anne, qui peut se trouver sur la ferme susdécrite, laquelle partie d'aqueduc a été vendue à cette Corporation par M. Johnny Tremblay, Emilien, suivant acte passé devant Georges St-Pierre, N.P., le 22 juillet 1919, N° 14,623, enregistré à Chicoutimi, le 11 octobre 1922, sous le N° 38,342;

c) Le droit pour la Corporation du Village de Sainte-Anne de garder, laisser ou maintenir les tuyaux de cet aqueduc, avec le droit d'accès à ceux, pour les réparer ou remplacer, au cas de besoin, sur ledit lot N° 4, du premier rang Est, du canton Tremblay, et ce aussi longtemps que ledit aqueduc continuera d'exister, le tout tel que concédé à cette Corporation par ledit M. Louis Savard, suivant acte passé devant Henri Girard, N.P., le 28 août 1922, N° 6423 de ses minutes, enregistré à Chicoutimi le 30 août 1922, N° 38,122;

d) La partie de ce lot vendue par M. Louis Savard à les Commissaires d'Écoles du canton Tremblay, suivant acte enregistré à Chicoutimi, le 18 juillet 1928, N° 51,232;

e) Aussi la partie de ce lot vendue à M. Joseph Gauthier, père, suivant acte enregistré à Chicoutimi le 28 décembre 1929, N° 54,016;

f) La partie de ce lot vendue par le Conseil de comté pour le district de Chicoutimi, le 2 mars

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court.

District of Chicoutimi, { EUDORE BOIVIN, No. 5373. } heretofore advocate and now judge of the Magistrate's Court, domiciled at Rivière du Moulin, district of Chicoutimi, plaintiff; vs LOUIS SAVARD, in his lifetime farmer of the parish of Ste-Anne de Chicoutimi, and now deceased, defendant; and LOUIS JOSEPH SAVARD, farmer of the parish of Ste-Anne de Chicoutimi, in his quality of heir of the late Louis Savard, the defendant in this case, Mis-en-cause, Seized.

As belonging to the mis-en-cause, Seized:

A farm composed of lot number four (4), of the First East Range, on the official cadastre for the Township Tremblay, containing an area of about 82 acres — with buildings thereon erected and dependencies, save to be deducted:

a) That part sold by Mr. Louis Savard to Mr. Joseph Savard, son of Wilfrid, according to deed passed before D. Maltais, N.P., on the 17th of July, 1913, No. 3701 of his minutes, registered at Chicoutimi on the 22nd of September, 1920, under No. 34,014;

b) The part of the aqueduct of the Corporation of the Village of Sainte-Anne, which may be situate on the above described farm, this said part of the aqueduct was sold to the said Corporation by Mr. Johnny Tremblay, Emilien, according to deed passed before Georges St-Pierre, N.P., on the 22nd of July, 1919, No. 14,623, registered at Chicoutimi, on the 11th of October, 1922, under No. 38,342;

c) The right for the Corporation of the Village of Sainte-Anne to keep, allow or maintain pipes of the said aqueduct, with right of access thereto, to repair or replace the same, as needs be, on said lot No. 4, of the First East Range, of the Township Tremblay, and this as long as the said aqueduct shall continue to exist, the whole as conceded to the said Corporation by the said Mr. Louis Savard, according to deed passed before Henri Girard, N.P., on the 28th of August, 1922, No. 6423 of his minutes, registered at Chicoutimi on the 30th of August, 1922, No. 38,122;

d) The part of the said lot sold by Mr. Louis Savard to the School Commissioners of the Township Tremblay, according to deed registered at Chicoutimi, on the 18th of July, 1928, No. 51,232;

e) Also the part of the said lot sold to Mr. Joseph Gauthier, senior, according to deed registered at Chicoutimi on the 28th of December, 1929, No. 54,016;

f) The part of said lot sold by the County Council for the district of Chicoutimi, on the 2nd

1933, suivant avis enregistré à Chicoutimi le 9 mars 1933, N° 69, rectifié par acte enregistré à Chicoutimi, le 22 juillet 1933, N° 59,255 et décrite comme suit:—Un terrain de quinze (15) acres en superficie, formant partie du lot numéro quatre (4) du premier rang est, du canton Tremblay, au cadastre officiel dudit canton, sur toute la largeur du lot, moins le coin sud-est, appartenant à M. Jos. Gauthier. Ledit terrain est borné au sud par la Rivière Saguenay et M. Jos. Gauthier, à l'est, partie par Jos. Gauthier et partie par M. Johnny Tremblay, à l'ouest par David Brassard, et au nord par le résidu dudit lot, appartenant à Louis Savard, et à une distance suffisante pour former les 15 acres en superficie.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne de Chicoutimi, le VENDREDI, DIX-HUITIÈME jour du mois de JUIN 1943, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Bureau du Shérif, Le shérif,
Chicoutimi, le 10 mai 1943. RENÉ DELISLE.
[Première publication, 15 mai 1943]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } DAME EMILIA DU-
N° 215773 } FRESNE, épouse
contractuellement séparée de biens de Emilio
Chaput, et ce dernier pour autoriser son épouse
aux fins des présentes, demanderesse; vs MI-
CHEL ROBICHAUD & al, défendeurs.

Comme appartenant à Michel Robichaud,
l'un des défendeurs.

“Un emplacement situé en la paroisse de
Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, faisant
partie du lot numéro seize (ptie 16) des plan et
livre de renvoi officiels de ladite paroisse de
St-Joseph de la Rivière des Prairies, Comté de
Laval; contenant un arpent de front sur dix-neuf
arpents de profondeur, plus ou moins, mesure an-
glaise; borné en front par le boulevard Gouin,
du côté Nord-Est par le lot numéro quinze,
de l'autre côté au Sud-Ouest et en arrière, par
le résidu dudit lot numéro seize; avec toutes les
constructions dessus érigées et spécialement
une maison portant le N° 13892 du Boulevard
Gouin Est.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-SEPT MAI prochain, à
ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$350. sera exigé de tout offrant
ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge
Surveyer, en date du 8 avril 1943.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Montréal, 19 avril 1943. L. P. CAISSE.
[Première publication, 24 avril 1943]

Fieri Facias de Terris

C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } ALIAS DUROCHER &
N° 216071 } PRIME DURO-
CHER, es-nom & es-qualité & al., demandeurs;
vs EZIKAL GARMAISE, défendeur; & PAUL-
EDOUARD DESSANE, Curateur au délaisse-
ment.

Comme appartenant au défendeur mais en la
possession du curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la rue Colo-
nial à Montréal, connu et désigné comme étant
la subdivision officielle du lot numéro un du lot

of March, 1933, according to notice registered at
Chicoutimi on the 9th of March, 1933, No. 69,
rectified by deed registered at Chicoutimi, on the
22nd of July, 1933, No. 59,255 and described as
follows: A lot of land of fifteen (15) acres in area,
forming part of lot number four (4) of the First
East Range, of the Township Tremblay, on the
official cadastre for the said township, by the
whole width of the lot, less the South-East corner,
belonging to Mr. Jos. Gauthier. The said lot of
land is bounded on the South by the Saguenay
River and Mr. Jos. Gauthier, on the East partly
by Jos. Gauthier and partly by Mr. Johnny
Tremblay, on the West by David Brassard, and
on the North by the residue of the said lot,
belonging to Louis Savard, and at a distance
sufficient to form 15 acres in area.

To be sold, at the parochial church door of
Sainte-Anne de Chicoutimi, on FRIDAY, the
EIGHTEENTH day of the month of JUNE,
1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon,
(Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, RENÉ DELISLE,
Chicoutimi, May 10th, 1943. Sheriff.
[First publication, May 15th, 1943]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

S. C.—District of Montreal

Montreal, to wit: } DAME EMILIA DU-
No. 215773 } FRESNE, wife sep-
arate as to property of Emilio Chaput, and the
latter to authorize his wife for the purposes
hereof, plaintiff; vs MICHEL ROBICHAUD
& al, defendants.

As belonging to Michel Robichaud, one of the
defendants:

An emplacement situate in the Parish of
Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, forming
part of lot number sixteen (Pt. 16) of the official
plan and book of reference for said Parish of
St. Joseph de la Rivière des Prairies, County of
Laval, measuring one arpent in front by nineteen
arpents in depth, more or less, English measure;
bounded in front by Gouin Boulevard, on the
Northeast side by lot number fifteen, on the other
side, on the Southwest, and in rear, by the resi-
due of said lot number sixteen—with all the
buildings thereon erected and especially a house
bearing No. 13892 of Gouin Boulevard East.

To be sold at my office, in the City of Montreal,
on the TWENTY-SEVENTH of MAY next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$350. shall be required from each
and every bidder, pursuant to a judgment of
Hon. Justice Surveyer, dated April 8th, 1943.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, April 19th, 1943. Sheriff.
[First publication, April 24th, 1943]

Fieri Facias de Terris

S. C.—District of Montreal

Montreal, to wit: } ALIAS DUROCHER &
No. 216071 } PRIME DURO-
CHER, es-nom & es-qualité, & AL, plaintiffs;
vs EZIKAL GARMAISE, defendant; & PAUL
EDOUARD DESSANE, curator to the aban-
donment.

As belonging to the defendant but in the pos-
session of the curator to the abandonment.

An emplacement fronting on Colonial street,
at Montreal, known and designated as being
official subdivision of lot number one of the

originaire neuf cent quarante-quatre (944-1) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, mesurant cinquante-cinq pieds de largeur sur soixante-douze pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-SEPT MAI prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$750. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, en date du 5 avril 1943.

Bureau du Shérif, Montréal, 19 avril 1943.
[Première publication, 24 avril 1943]

Le shérif,
L. P. CAISSE,
3574-17-2-o

original lot nine hundred and forty-four (944-1) on the official plan and in the book of reference for St. Louis ward, measuring fifty-five feet in width by seventy-two feet and six inches in depth, English measure, more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at my office in the City of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH of MAY next at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$750. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated April 5th, 1943.

Sheriff's Office, Montreal, April 19th, 1943.
[First publication, April 24th, 1943]

L. P. CAISSE,
Sheriff,
3574-17-2

ROBERVAL
Fieri Facias

Canada, Province de Québec, District de Roberval, Cour Supérieure, N° 10723 } LA VILLE DE ROBERVAL, corporation publique ayant sa place d'affaires en la ville de Roberval, demanderesse; vs Dr. C. S. ROY, ès-qualité, surintendant médical de l'Hôpital St-Michel Archange, de Mastai, en sa qualité de curateur à Alfred Jacques, ci-devant de la ville de Roberval, et maintenant interné pour cause de démence audit hôpital.

Comme appartenant au défendeur:
"La demie sud-est du lot numéro deux cent dix-sept et tout le lot numéro deux cent dix-huit (½ S.E. 217 & N° 218) tels que maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre du canton Roberval (troisième rang) avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances."

Pour être vendus à mon bureau, au Palais de Justice, Roberval, MARDI le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI 1943, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Roberval, ce 20 avril 1943.
[Première publication, 24 avril 1943]

Le shérif,
ARMAND LACOMBE,
3584-17-2-o

ROBERVAL
Fieri Facias

Canada, Province of Quebec, District of Roberval, Superior Court, No. 10723 } THE TOWN OF ROBERVAL, a public body having its principal place of business in the Town of Roberval, plaintiff; vs Dr. C. S. ROY, in his quality of medical superintendent of "l'Hôpital St-Michel Archange", of Mastai, in his quality of curator to Alfred Jacques, heretofore of the Town of Roberval, and now interned in the said hospital for mental trouble.

As belonging to the defendant:
The South-East half of lot number two hundred and seventeen and the whole of lot number two hundred and eighteen (S.E. ½ of 217 & No. 218) as now known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township of Roberval (third Range) together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at my office, in the Court House, Roberval, on TUESDAY the TWENTY-FIFTH day of MAY, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Roberval, this 20th of April, 1943.
[First publication, April 24th, 1943]

ARMAND LACOMBE,
Sheriff,
3584-17-2

SAINT-FRANÇOIS
Fieri Facias de Terris

N° 846, Cour Supérieure, District de St-François, Sherbrooke. } DAME ANNIE MAY HAMILTON, épouse commune en biens de Walter Taylor Dougherty, forgeron de Bury, district de St-François, maintenant résidant à Colebrook, New-Hampshire, dans les États-Unis d'Amérique, Demanderesse; vs WALTER TAYLOR DOUGHERTY, autrefois de Bury, et maintenant de Colebrook, dans l'État de New-Hampshire, États-Unis, Défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:
"Ce certain morceau de terre situé dans le canton de Bury, connu et désigné sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels pour ledit canton de Bury, comme le lot 27B dans le cinquième rang du canton de Bury, ensemble avec toutes les bâtisses, améliorations, dépendances, y érigées, s'il y en a."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Raphaël de Bury, le SEIZE JUIN prochain (1943) à TROIS heures P.M.

Bureau du shérif, Sherbrooke, ce 8 mai 1943.
[Première publication, le 15 mai 1943]

Le shérif,
J.-P.-C. LEMIEUX,
3718-20-2-o

SAINT FRANCIS
Fieri Facias de Terris

No. 846, Superior Court, District of St. Francis, Sherbrooke. } DAME ANNIE MAY HAMILTON, wife common as to property of Walter Taylor Dougherty, blacksmith of Bury, district of St. Francis, at present residing in Colebrook, New Hampshire, in the United States of America, Plaintiff; vs WALTER TAYLOR DOUGHERTY, formerly of Bury and presently of Colebrook, in the State of New Hampshire, United States, Defendant.

Seized as belonging to the said Defendant:
"That certain tract of land situated in the Township of Bury, known and designated upon the official cadastral plan and in the book of reference for the said township of Bury, as lot 27B in the 5th range, of the township of Bury, together with all the buildings, betterments and improvements thereon if any there be."

To be sold at the door of the parochial church of St. Raphaël de Bury, the SIXTEENTH day of JUNE next (1943), at THREE of the clock, P.M.

Sheriff's Office, Sherbrooke, this 8th of May, 1943.
[First publication, on the 15th of May, 1943]

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff,
3718-20-2-o

Fieri Facias De Terris

N° 3686,
Cour Supérieure,
District de St-François,
Sherbrooke, } ALFRED TOURI-
GNY, avocat de
la cité d'Outremont,
district de Montréal,
et pratiquant sa profession à Montréal, district
de Montréal, Demandeur; vs HERVÉ THUOT,
de Montréal, district de Montréal, Défendeur;
& JAMES DOWNING, en sa qualité de registra-
teur du comté de Stanstead, district de St-Fran-
çois, Mis-en-Cause.

Saisis comme appartenant audit défendeur:

a. Le lot de terre numéro (4B) quatre B dans
le douzième rang du canton de Magog, ci-devant
Hatley, contenant cinquante et un acres et vingt-
six centièmes en superficie, ce terrain bâti;

b. La juste moitié sud du lot (6A) six A, dans
ledit douzième rang dudit canton de Magog,
contenant cinquante acres et soixante-quinze
centièmes, contenant lesdits deux morceaux de
terrain, cent acres de terre en superficie, plus ou
moins, avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église
paroissiale de St-Patrice de Magog, le DIX-HUIT
JUN prochain (1943) à TROIS heures P.M.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX,
Sherbrooke, ce 8 mai 1943. 3719-20-2-0
[Première publication, le 15 mai 1943]

Fieri Facias De Terris

No. 3686,
Superior Court,
District of St. Francis,
Sherbrooke, } ALFRED TOURI-
GNY, advocate
of the city of Outre-
mont, district of Mont-
real, and practising his profession in Montreal,
district of Montreal, Plaintiff; vs HERVÉ
THUOT, of Montreal, district of Montreal,
Defendant; & JAMES DOWNING, in his qual-
ity of registrar of the County of Stanstead,
district of St. Francis, Mis-en-Cause.

Seized as belonging to the said Defendant:

a. The lot of land number (4B) four B, in the
twelfth range of the township of Magog, before
Hatley, containing fifty-one acres and twenty-six
hundredths in superficies, that part of land
built;

b. The exact south half of lot (6A) six A, in the
said twelfth range of said township of Magog,
containing fifty acres and seventy-five hundredths,
containing the said two pieces of land one
hundred acres of land in superficies, more or less,
with the buildings thereon erected.

To be sold "en bloc", at the door of the paro-
chial church of St. Patrice de Magog, the
EIGHTEENTH day of JUNE next, (1943), at
THREE of the clock P.M.

J. P. C. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 8th of May, 1943. 3719-20-2-0
[First publication, May the 15th, 1943]

Index de la Gazette officielle de Québec, No 20

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

951

AVIS DIVERS:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 15.....	963
John Fenderson & Company.....	964
Syndicat National des Employés en Impri- merie de Joliette.....	963
Telephone Securities, Limited.....	964
V. Lebeault Limitée.....	963

CHARTES—ABANDON DE:

Bélangier & Dalpé, Limitée.....	965
Bélangier & Proulx, Limitée.....	965
Club de Charlevoix, Inc.....	964
Herwal Holdings Limited.....	964
Hibbard Motor Sales Ltd.....	965
Hodge Auto Parts (Drummondville) Lim- ited.....	965
La Cie J. C. Noury Limitée.....	965
La Compagnie de Construction de Chicou- timi, Ltée.....	966
The Home Realty Company.....	966

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

N° 5, révisée—Industrie textile de la soie	967
N° 19—Établissements de fabrication des bas façonnés.....	966

COMPAGNIE DISSOUTE:

La Compagnie de Construction Lafon- taine.....	970
---	-----

DÉPARTEMENTS — Avis des:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de St-Mar- cellin.....	970
--	-----

Index of the Quebec Official Gazette, No. 20

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

951

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 15.....	963
John Fenderson & Company.....	964
Syndicat National des Employés en Impri- merie de Joliette.....	963
Telephone Securities, Limited.....	964
V. Lebeault Limitée.....	963

CHARTERS—SURRENDER OF:

Bélangier & Dalpé, Limitée.....	965
Bélangier & Proulx, Limitée.....	965
Club de Charlevoix, Inc.....	964
Herwal Holdings Limited.....	964
Hibbard Motor Sales Ltd.....	965
Hodge Auto Parts (Drummondville) Lim- ited.....	965
Co. J. C. Noury Limited.....	965
Chicoutimi Construction Company, Ltd..	966
The Home Realty Company.....	966

MINIMUM WAGE COMMISSION:

No. 5, revised—Silk textile industry.....	967
No. 19—Establishments engaged in the manufacture of full-fashioned hosiery	966

COMPANY DISSOLVED:

La Compagnie de Construction Lafon- taine.....	970
---	-----

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de St-Mar- cellin.....	970
--	-----

Société Coopérative Agricole de St-Narcisse Village.....	970	Société Coopérative Agricole de St-Narcisse Village.....	970
Société Coopérative Agricole Drouin de St-Narcisse.....	970	Société Coopérative Agricole Drouin de St-Narcisse.....	970
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Agnès & Mégantic, munic. scolaire protestante.....	971	Agnès & Mégantic, Protestant school munic.....	971
Côte-des-Lacasse, munic. scolaire.....	971	Côte-des-Lacasse, school munic.....	971
Inverness, munic. scolaire.....	971	Inverness, school munic.....	971
TRAVAIL:		LABOUR:	
Industrie de la lithographie de la province de Québec.....	971	Lithographing industry of the Province of Québec.....	971
Navigation côtière et intérieure du port de Montréal.....	971	Inland and coastal navigation of the Port of Montreal.....	971
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Dufftown Investments Limited.....	952	Dufftown Investments Limited.....	952
Dwane Mfg. Company Limited.....	953	Dwane Mfg. Company Limited.....	953
Edwin's Inc.....	953	Edwin's Inc.....	953
J. Morency Limitée.....	954	J. Morency Limitée.....	954
Jos. Villeneuve & Cie Limitée.....	954	Jos. Villeneuve & Cie Limitée.....	954
La Cie Montclair, Eau de Source Richelieu Ltée—Montclair, Richelieu Spring Water Co. Ltd.....	957	Montclair, Richelieu Spring Water Co. Ltd—La Cie Montclair, Eau de Source Richelieu Ltée.....	957
La Fédération des Amicales Canadiennes des Frères du Sacré-Cœur.....	955	La Fédération des Amicales Canadiennes des Frères du Sacré-Cœur.....	955
Les Ateliers Rouillard Ltée—Rouillard Woodcraft Ltd.....	955	Rouillard Woodcraft Ltd—Les Ateliers Rouillard Ltée.....	955
Les Éditions amicales, inc.....	956	Les Éditions amicales, inc.....	956
Monette Sand & Gravel Co.....	956	Monette Sand & Gravel Co.....	956
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Les Produits Marins Gaspésiens Limitée—The Gaspesian Marine Products Limited.....	958	The Gaspesian Marine Products Limited—Les Produits Marins Gaspésiens Limitée.....	958
MINUTES DE NOTAIRES:		NOTARIAL MINUTES:	
Duval, Joseph-Alphonse.....	972	Duval, Joseph-Alphonse.....	972
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.....	972	Miscellaneous.....	972
PROCLAMATIONS:		PROCLAMATIONS:	
Aiguebelle, canton de.....	974	Aiguebelle, township of.....	974
La Pause, canton de.....	975	La Pause, township of.....	975
VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:		SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:	
Canadian Pacific Railway Company.....	976	Canadian Pacific Railway Company.....	976
VENTES PAR LICITATION:		SALES BY LICITATION:	
Larose vs Héritiers A.-E. Larose.....	959	Larose vs Heirs of A.-E. Larose.....	959
Rubenstein vs Rubenstein <i>et al.</i>	958	Rubenstein vs Rubenstein <i>et al.</i>	958
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Iles de la Madeleine, comté des.....	960	Magdalen Islands, county of.....	960
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
Chicoutimi:		Chicoutimi:	
Boivin vs Savard.....	977	Boivin vs Savard.....	977
Montréal:		Montreal:	
Dufresne <i>et vir</i> vs Robichaud <i>et al.</i>	978	Dufresne <i>et vir</i> vs Robichaud <i>et al.</i>	978
Durocher <i>et al</i> vs Garmaise.....	978	Durocher <i>et al</i> vs Garmaise.....	978

Roberval:

Ville de Roberval vs Roy..... 979

Roberval:

Town of Roberval vs Roy..... 979

Saint-François:

Hamilton vs Dougherty..... 979

Tourigny vs Thuot..... 980

Saint Francis:

Hamilton vs Dougherty..... 979

Tourigny vs Thuot..... 980

3731-o

3731-o